



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de la santé

HESA



NUMÉRO 078



1^{re} SESSION



42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 9 novembre 2017

Président

M. Bill Casey

Comité permanent de la santé

Le jeudi 9 novembre 2017

• (1535)

[Traduction]

Le président (M. Bill Casey (Cumberland—Colchester, Lib.)): Nous allons commencer la 78^e réunion du Comité permanent de la santé.

Nous avons le plaisir de vous accueillir et nous sommes impatients d'entendre vos témoignages. Espérons que votre aide nous sera utile pour cette étude sur les antimicrobiens.

Parmi nos invités aujourd'hui, nous avons le Dr Duane Landals de l'Association canadienne des médecins vétérinaires, président du Groupe consultatif d'experts sur l'utilisation prudente des médicaments. Les Producteurs de poulet du Canada sont représentés par M. Steve Leech, directeur des programmes nationaux, Salubrité alimentaire et bien-être animal. Du Conseil national sur la santé et le bien-être des animaux d'élevage, nous recevons M. Robert McNabb, coprésident. Par ailleurs, nous entendrons le témoignage à titre personnel du Dr Scott McEwen, professeur au Collège vétérinaire de l'Ontario, Université de Guelph.

Je vous souhaite la bienvenue à tous. Nous allons demander à chacun d'entre vous de présenter quelques observations préliminaires pendant 10 minutes au maximum. Ensuite, les membres de notre comité vous poseront des questions. Nous attendons beaucoup de vos témoignages aujourd'hui. Je suis certain que nous apprendrons beaucoup.

Nous allons commencer par le Dr Landals.

Dr Duane Landals (président, Groupe consultatif d'experts sur l'utilisation prudente des médicaments, Association canadienne des médecins vétérinaires): Merci beaucoup, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité. Je vous remercie de me donner l'occasion de présenter aujourd'hui mes observations sur ce sujet extrêmement important.

Je représente l'Association canadienne des médecins vétérinaires. Sachant que le temps est limité, je sollicite votre indulgence, car j'ai l'intention de suivre mes notes d'allocution de très près, pour deux raisons: d'une part, pour m'empêcher de digresser, mais également par souci pour les interprètes, car j'ai tendance à parler plutôt rapidement. Je vais m'efforcer d'éviter cela pour ne pas compliquer la tâche des interprètes; cependant, je tiens à vous dire que je peux m'arrêter n'importe quand pour répondre à des questions ou pour éclaircir certains points de mon exposé.

Je vais me présenter brièvement. Je suis membre du Groupe consultatif sur la gouvernance des produits pharmaceutiques de l'Association canadienne des médecins vétérinaires. Je préside également le Groupe consultatif d'experts multisectoriel sur la surveillance de l'utilisation des antimicrobiens de cette même organisation. Je suis un ancien président de l'ACMV et ancien président de l'Alberta Veterinary Medical Association. J'ai effectué

aussi deux mandats de vice-président à l'Association mondiale vétérinaire. Par conséquent, l'utilisation des antimicrobiens n'a plus de secret pour moi.

Je suis vétérinaire. J'ai travaillé pendant 35 ans dans un cabinet de pratique rurale mixte en Alberta, cabinet dont j'étais propriétaire. Pendant 25 ans, j'ai exercé à titre de vétérinaire clinicien et j'ai travaillé pendant 14 ans à l'Alberta Veterinary Medical Association, organisme de réglementation professionnelle chargé de la pratique de la médecine vétérinaire en vertu de la loi provinciale. Par conséquent, certains points de vue que je vais exprimer relèvent à la fois du domaine de la réglementation et de la perspective du praticien.

Notre association, l'ACMV, offre une tribune nationale et internationale à 7 200 vétérinaires en activité dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada en pratique privée, à titre de généralistes ou de spécialistes, dans les secteurs de la recherche, comme éducateurs ou fonctionnaires. Par ailleurs, nous comptons parmi nos membres affiliés 7 300 techniciens vétérinaires. Nos membres praticiens soignent des animaux de compagnie, du bétail et d'autres animaux. De ce fait, nos intérêts sont très larges et concernent toutes les espèces animales. En plus de contribuer à la santé publique et à la salubrité des aliments, les animaux sains et traités avec humanité sont indispensables à la réputation du Canada comme producteur et exportateur d'animaux et de produits d'origine animale, commerce dont la valeur se chiffre à plusieurs milliards de dollars.

Dans cette industrie, les vétérinaires mettent leurs compétences spécialisées au service de la santé et du bien-être de tous les types d'animaux, pas seulement les animaux destinés à la consommation alimentaire. Les vétérinaires sont des experts de la santé et des maladies des animaux; ils connaissent la biologie des animaux domestiques et des animaux sauvages; ils ont une bonne compréhension et une expérience pratique des soins à apporter aux animaux de toutes les espèces et de la façon de contrôler leur comportement; ils ont une expérience pratique qui leur permet de reconnaître les signes de souffrance chez les animaux. Toutes ces choses sont extrêmement importantes et conditionnent la façon dont nous utilisons les produits pharmaceutiques dans notre industrie.

L'Association canadienne des médecins vétérinaires est tout à fait en faveur de l'usage responsable des antimicrobiens par les vétérinaires professionnels pour protéger la santé et le bien-être des humains et des animaux. Les vétérinaires sont les mieux placés pour évaluer les avantages et les risques de l'utilisation des antimicrobiens chez les animaux. Il y a de leur responsabilité professionnelle d'expliquer à leurs clients l'importance d'utiliser les antimicrobiens de manière judicieuse.

Afin de conserver l'efficacité des médicaments antimicrobiens, les vétérinaires s'efforcent de trouver le juste équilibre qui permet d'améliorer au maximum la santé et le bien-être des animaux tout en minimisant la résistance aux antimicrobiens. Il faut constamment chercher le meilleur équilibre entre le meilleur traitement pour le patient et la meilleure option pour la population en général. Ces deux pôles entrent parfois en conflit et le bon choix ne va pas nécessairement toujours dans le même sens. Il est de la responsabilité du vétérinaire professionnel d'examiner les deux options au moment de prendre une décision clinique.

Depuis une vingtaine d'années, l'ACMV s'est prononcée en faveur des changements apportés aux politiques et à la réglementation au niveau fédéral afin de renforcer l'utilisation responsable des antimicrobiens. À cet égard, notre association collabore avec des organisations nationales telles que le Conseil national sur la santé et le bien-être des animaux d'élevage, qui est représenté ici aujourd'hui, ainsi que Antimicrobial Stewardship Canada. Ces organisations ont élaboré conjointement des stratégies relativement à la résistance antimicrobienne et à l'utilisation des antimicrobiens. L'accent est surtout mis sur la résistance antimicrobienne, mais nos efforts portent sur l'utilisation des antimicrobiens, afin d'atténuer l'antibiorésistance.

La résistance antimicrobienne ou RAM, est un enjeu international. La résistance antimicrobienne ne connaît pas les frontières et ne les respecte pas. À l'échelle internationale, notre association fait partie de la délégation du gouvernement du Canada à l'OIE, l'Organisation mondiale de la santé animale. L'OIE et l'Organisation mondiale de la santé ont toutes deux souligné l'importance de sensibiliser la population aux risques que pose la résistance aux antibiotiques pour la santé. Elles font la promotion des bonnes pratiques dans l'utilisation de ces médicaments afin de réduire l'expansion de la résistance aux antimicrobiens. Nous avons également participé à la rédaction de documents communs avec l'American Veterinary Medical Association et la Fédération des vétérinaires d'Europe, car nous sommes conscients que l'usage responsable d'un médicament ne se limite pas à un pays ou une région.

Nous soutenons fortement l'initiative Une seule santé — One Health et nous connaissons bien le modèle One Health. L'International One Health Day était souligné la semaine dernière et la Semaine mondiale pour un bon usage des antibiotiques se déroulera la semaine prochaine, du 13 au 19. L'ACMV donne son appui à ces initiatives extraordinaires qui contribuent à faire connaître l'approche Une seule santé — One Health à l'égard de cet important problème.

L'approche Une seule santé — One Health dans le domaine de la médecine reconnaît que la santé humaine, la santé animale et la santé de l'environnement sont intimement liées et que nous devons tous conjuguer nos efforts pour résoudre quelques-uns des plus graves problèmes auxquels nous sommes confrontés.

• (1540)

Nous croyons que les vétérinaires et les techniciens vétérinaires agréés ont des rôles clés à jouer dans le domaine de la santé et du bien-être des animaux et qu'ils les traitent en conformité de l'initiative One Health. Nos patients ont beau être des animaux, nous ne nous préoccupons pas moins de la santé de la population humaine.

Nous collaborons avec les autres intervenants pour faire savoir que la résistance aux antimicrobiens est une menace grandissante au Canada. Je pense que tout le monde ici en a bien conscience. Cette menace vise le Canada, mais aussi le monde entier. Il est absolument crucial que les secteurs de la santé publique, de la médecine

vétérinaire, de l'agriculture et de la réglementation collaborent afin de minimiser l'émergence et l'expansion continue de la résistance aux antimicrobiens. C'est le moment pour les divers ministères et intervenants de sortir des silos pour travailler ensemble à un but commun. Notre but, et celui de tous, est d'atténuer l'incidence que la résistance aux antibiotiques a sur la santé humaine.

Pour certaines de ses actions, l'ACMV collabore avec divers partenaires à l'échelle internationale et nationale afin de recommander la prise de mesures en vue d'éliminer l'utilisation inutile d'antimicrobiens et d'améliorer l'antibiogouvernance chez les humains et les animaux; d'améliorer la surveillance de la résistance antimicrobienne et de l'utilisation des antimicrobiens; de prévenir et de contrôler la progression de toutes les infections, y compris celles qui résistent aux médicaments; de stimuler la recherche et l'innovation.

Nous avons mis au point diverses activités. En 2017, nous avons animé un atelier portant sur le travail préparatoire à la mise en place d'un système national de surveillance de l'utilisation des antimicrobiens chez les animaux dans les milieux vétérinaires. Cet atelier financé par l'Agence canadienne d'inspection des aliments bénéficiait de l'appui non financier de notre association. Des partenaires clés en santé animale se sont joints à des groupes de producteurs et des praticiens de la santé humaine, afin d'examiner comment nous pouvons recueillir des données pour mieux comprendre l'état existant de la surveillance antimicrobienne et ainsi déterminer les utilisations dans le contexte de la santé vétérinaire ou animale.

J'ai présidé cet atelier. Nous avons eu l'impression et nous espérons que cet atelier était la première étape d'un projet pluriannuel qui nous permettra de mieux comprendre le degré d'utilisation, les raisons et les types d'utilisations de ces produits dans les différentes espèces, car ce sont des données qui ne sont pas disponibles actuellement au Canada.

Dans le cadre d'un autre projet financé par Agriculture et Agroalimentaire Canada, nous avons commencé à examiner nos lignes directrices sur l'utilisation prudente des médicaments. L'ACMV avait publié ces lignes directrices en 2008 dans le but d'aider les praticiens à prendre les bonnes décisions lorsqu'ils utilisent un antimicrobien — soit quand et comment ils devraient l'utiliser. Nous mettons à jour ces lignes directrices et nous les distribuons dans six secteurs de l'industrie, à savoir les secteurs du porc, de la volaille, du boeuf, de l'industrie laitière, des petits ruminants et des animaux de compagnie. Nous espérons disposer d'un outil prototype afin d'évaluer l'efficacité des lignes directrices avant d'élargir le projet. Parmi les participants à cet atelier se trouvaient des vétérinaires, des chercheurs en médecine vétérinaire, des éducateurs et des fonctionnaires canadiens.

J'ai personnellement travaillé dans le cadre de deux projets distincts avec l'ACMV portant sur l'utilisation des antimicrobiens et l'établissement de lignes directrices pour les soins vétérinaires des abeilles. Un meilleur contrôle de l'utilisation des antimicrobiens aura peut-être des conséquences inattendues sur la santé des abeilles, des poissons d'aquarium et d'autres espèces. Bien entendu, les espèces que nous attrapons au filet sont très importantes, mais on n'aurait peut-être pas pensé à les ajouter aux groupes courants auxquels nous pensons habituellement.

Faisant suite à la plateforme du gouvernement canadien sur les éléments du cadre de travail pancanadien, l'ACMV a travaillé sans relâche à l'élaboration d'une doctrine que nous appelons « Surveillance vétérinaire de l'utilisation des antimicrobiens — Un cadre de travail pancanadien pour les normes professionnelles régissant les médecins vétérinaires ». En 2016, nous avons élaboré ce document en collaboration avec le Conseil canadien des registraires vétérinaires.

Reconnaissant que la médecine vétérinaire est soumise à la réglementation provinciale, nous avons établi des normes de pratique différentes selon les provinces et nous devons nous pencher sur des normes nationales. Ces normes doivent être réunies et harmonisées. Nous consacrons beaucoup de temps à l'établissement de cette doctrine et nous avons fourni des conseils à des organismes provinciaux de réglementation afin qu'ils appliquent les normes de pratique en médecine vétérinaire, normes qui précisent comment prescrire, dispenser ou utiliser les produits pharmaceutiques —, et en particulier les antimicrobiens — car il existe certains points communs entre les provinces et les territoires.

Nous pensons qu'une fois mises ensemble, toutes ces initiatives auxquelles participera l'ACMV soutiendront ou orienteront l'évolution de la surveillance vétérinaire de l'utilisation des antimicrobiens au Canada au cours des prochaines années. Le Comité consultatif canadien sur la réglementation des produits de santé animale, dont l'ACMV fait partie, collabore avec l'industrie pharmaceutique, l'industrie alimentaire, les producteurs d'aliments, Santé Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments en vue de planifier et de mettre en oeuvre les changements à la réglementation et d'évaluer les impacts potentiels au moment où nous inscrirons des antimicrobiens importants dans le domaine médical sur la Liste des médicaments d'ordonnance, en 2018.

C'est un changement capital pour l'industrie de la santé animale et vétérinaire. Il est important de disposer de stratégies, notamment dans le domaine des communications, afin de nous assurer de procéder de manière adéquate pour atteindre l'objectif fixé qui vise ultimement à éliminer l'utilisation non nécessaire d'antimicrobiens et à déterminer quand et pourquoi nous les utilisons et faire en sorte que ces médicaments soient utilisés de la manière appropriée.

• (1545)

La communication sera un aspect extrêmement important et la Direction des médicaments vétérinaires de Santé Canada a accepté de se charger de la création d'une page d'accueil contenant des informations et des mises à jour, ainsi que des calendriers faisant état des changements, afin de tenir les différents secteurs informés. Par ailleurs, l'Association canadienne des médecins vétérinaires s'est engagée à tenir les vétérinaires au courant de tous les changements dès le moment de leur introduction afin de leur indiquer quelles sont les mesures qu'ils doivent prendre pour les mettre en oeuvre.

Grâce à l'approche Une seule santé — One Health, l'ACMV croit que nous pouvons véritablement aider le Canada à atteindre ses objectifs tels que définis dans notre « Plan d'action fédéral sur la résistance et le recours aux antimicrobiens au Canada: Prolongement du cadre d'action fédéral ». L'ACMV est une organisation nationale, mais nous collaborons avec des groupes vétérinaires provinciaux. Il est extrêmement important de conserver ce type de collaboration au cours des années à venir.

En terminant, la participation du gouvernement canadien nous paraît très encourageante. Nous sommes très heureux de présenter nos observations au Comité aujourd'hui. Merci beaucoup.

Nous sommes prêts à appuyer le gouvernement fédéral dans les initiatives qu'il prendra en vue de renforcer les partenariats avec les divers intervenants, d'assurer la coordination de ces derniers et la coordination entre les provinces et les territoires dans le cadre de cette très importante initiative nationale. Sans cette aide et ce soutien, nous ne pourrions pas atteindre nos objectifs communs. Je vous remercie d'avoir pris de votre temps pour m'écouter.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant donner la parole à M. Leech de l'Association des Producteurs de poulet du Canada.

M. Steve Leech (directeur des programmes nationaux, Salubrité alimentaire et bien-être animal, Producteurs de poulet du Canada): Merci beaucoup.

Les Producteurs de poulet du Canada apprécient l'occasion de s'exprimer devant le Comité permanent de la santé à propos de la résistance aux antimicrobiens. Les 2 800 producteurs de poulet canadiens s'intéressent aux questions de l'utilisation d'antimicrobiens et de la résistance à ces agents, et prennent leur responsabilité très au sérieux.

Depuis des années, Les Producteurs de poulet du Canada communiquent activement avec les intervenants pour mettre en oeuvre une série d'initiatives visant à démontrer l'utilisation responsable des antimicrobiens dans le secteur canadien du poulet. Nos actions témoignent de notre engagement dans le domaine de l'utilisation d'antimicrobiens et de la résistance à ces agents. C'est notamment le cas des mesures prises pour éliminer l'utilisation préventive des antibiotiques importants pour les humains.

Les Producteurs de poulet du Canada ont mis en oeuvre une stratégie relative à l'utilisation des antimicrobiens, en collaboration avec divers partenaires de l'industrie, stratégie qui s'appuie sur les quatre principes directeurs que sont la réduction, la surveillance, la gérance et la recherche. Je vais parler de chacun de ces principes au cours des prochaines minutes. Cette stratégie qui s'applique à tous les poulets élevés au Canada se décline avec le cadre pancanadien sur l'utilisation des antimicrobiens et la résistance à ces agents, en vue d'atteindre les objectifs communs de l'industrie et du gouvernement. Nos aviculteurs sont fiers du travail qu'ils font et fiers de contribuer ainsi à aider le gouvernement à atteindre ses objectifs.

Il est important de noter que même si nous avons établi une stratégie de réduction, les antimicrobiens sont et demeureront des outils essentiels pour protéger la santé et le bien-être des animaux ainsi que pour garantir un approvisionnement alimentaire salubre. Si nos volailles et nos troupeaux sont malades, nous devons pouvoir les soigner convenablement. Notre stratégie offre des moyens durables de répondre aux attentes tout en respectant les objectifs en matière de santé animale.

Notre stratégie de réduction se déroule en trois étapes. La première consiste à éliminer l'utilisation préventive des antibiotiques de catégorie I, ceux qui sont le plus importants pour la santé humaine. Cet objectif a été atteint en mai 2014 et, sous la surveillance de l'Agence de la santé publique du Canada, nous avons été en mesure de prouver que l'interdiction a été efficace.

La deuxième étape de notre stratégie consiste à éliminer l'utilisation préventive des antibiotiques de catégorie II avant la fin de 2018. Elle sera suivie d'une troisième étape dont l'objectif est d'éliminer l'utilisation préventive des antibiotiques de catégorie III d'ici la fin de 2020.

Cette stratégie continue à permettre l'utilisation d'antimicrobiens pour traiter les maladies, ce qui est, en fait, la pierre angulaire de notre stratégie. Il y a des marchés pour les produits « élevés sans utilisation d'antibiotiques », mais selon nous, cette approche n'est pas durable pour l'ensemble de l'industrie. Les antibiotiques continueront à jouer un rôle important et c'est la raison pour laquelle notre stratégie met plus l'accent sur la prévention que sur l'élimination complète.

Le deuxième volet de notre stratégie porte sur la gérance à la ferme, une dimension clé et importante qui regroupe divers aspects allant de l'utilisation responsable au contrôle de l'infection.

Au chapitre du contrôle des infections, le programme Élevé par un producteur canadien — Programme de salubrité à la ferme mis sur pied par Les Producteurs de poulet du Canada, programme reconnu par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, représente un ensemble complet d'exigences en matière de biosécurité, de nettoyage, de désinfection et de réduction des agents pathogènes qui sont obligatoires pour tous les aviculteurs du Canada. Ce programme obligatoire est appliqué grâce aux pouvoirs accordés dans le cadre de la gestion de l'offre.

Du point de vue de la réglementation du gouvernement fédéral, Les Producteurs de poulet du Canada collaborent avec Santé Canada et l'appuient alors qu'il met en oeuvre de nouvelles initiatives dont vous avez entendu parler, qui visent à améliorer la surveillance de l'utilisation d'antimicrobiens en agriculture.

Les agriculteurs canadiens doivent avoir accès aux mêmes outils que leurs concurrents sur la scène internationale. C'est un aspect d'une extrême importance sur le plan de la gérance. Malheureusement, ce n'est pas le cas actuellement. La mise en place des stratégies de réduction nous amène à utiliser différents outils, des produits alimentaires de remplacement, et à prendre en compte d'autres aspects. Malheureusement, les agriculteurs canadiens n'ont pas accès aux produits qui sont disponibles en Europe ou même aux États-Unis. C'est le cas par exemple des probiotiques.

Cependant, les produits dont nous parlons ne sont pas des substituts — ils ne peuvent pas remplacer complètement les produits utilisés jusqu'à présent; ce serait trop beau — mais ce sont des moyens importants qui peuvent nous servir, car ils ont donné de bons résultats dans d'autres pays. C'est pourquoi Les Producteurs de poulet du Canada recommandent fortement d'accorder sans délai la priorité à l'initiative actuelle menée par l'Agence d'inspection des aliments du Canada et Santé Canada afin de corriger le problème. En offrant plus de produits sur le marché, nous serons mieux en mesure de faire face à la concurrence internationale et d'atteindre nos objectifs communs en matière d'utilisation des antimicrobiens et de résistance à ces agents.

Parlons maintenant de la surveillance. La surveillance de l'utilisation d'antimicrobiens et de la résistance à ces agents est essentielle pour approfondir nos connaissances et mieux comprendre les répercussions de l'utilisation et pour guider l'industrie et le gouvernement relativement aux initiatives stratégiques.

Les Producteurs de poulet du Canada collaborent depuis plusieurs années avec l'Agence de la santé publique du Canada à diverses initiatives de surveillance portant sur l'utilisation des antimicrobiens et la résistance à ces agents. Comme je l'ai mentionné, une partie de cette recherche a permis de démontrer l'efficacité de l'interdiction de l'utilisation préventive des antibiotiques de catégorie I.

● (1550)

Le travail qu'effectue le Programme intégré canadien de surveillance de la résistance antimicrobienne, le PICSRA, par

l'intermédiaire de l'Agence de la santé publique du Canada est indispensable pour l'agriculture canadienne, mais nous souhaiterions accorder plus d'attention à la surveillance afin de pouvoir mieux suivre les tendances de la résistance aux antimicrobiens et comprendre les raisons de ces tendances. L'accroissement du nombre d'échantillons et de sites d'échantillonnage validera davantage les résultats obtenus par le PICSRA et permettra également de mieux comprendre les tendances observées et les justifications possibles de ces tendances. La résistance antimicrobienne peut s'avérer extrêmement complexe et une surveillance adéquate permettra au Canada d'élaborer des politiques de gérance appropriées. Ce besoin se fait de plus en plus pressant à mesure que nous déployons notre stratégie de réduction, ainsi que le cadre pancanadien.

Passons maintenant à la recherche et l'innovation. À l'avenir, la recherche et la commercialisation de ces résultats deviendront de plus en plus importantes. Les Producteurs de poulet du Canada contribuent à la recherche par l'intermédiaire du Conseil de recherches avicoles du Canada. Dans le domaine de l'utilisation des antimicrobiens, nous avons concentré notre attention sur les produits alimentaires de rechange, l'élaboration de vaccins, la biosécurité, la qualité des poussins, les pratiques de gestion et autres aspects de ce type qui sont des éléments importants de notre stratégie. Plus de la moitié de notre financement dans le secteur de la recherche est consacrée à l'utilisation des antimicrobiens et à la résistance antimicrobienne.

Actuellement, l'industrie participe activement à la grappe de recherche Partenariat canadien pour l'agriculture d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, un programme de recherche de cinq ans qui débute en 2018. Pour notre part, nous consacrerons 500 000 \$ à ces recherches et nous accorderons la priorité, comme je l'ai déjà indiqué, au projet lié à l'utilisation d'antimicrobiens, à la résistance antimicrobienne et à la mise au point de vaccins.

À mesure que le Canada progressera dans la mise en oeuvre de cette stratégie, il faudra compter sur la participation continue du gouvernement fédéral en collaboration avec l'industrie — au moyen de programmes de subventions et avec la collaboration de chercheurs d'AAC — pour favoriser l'innovation, afin de nous aider à atteindre nos objectifs ultimes. En guise de recommandation, nous demandons au Comité de continuer à exercer son influence pour que nous puissions continuer à bénéficier de ce financement et de ce soutien nécessaires pour poursuivre les progrès et les recherches innovatrices.

Enfin, parallèlement au déploiement de la stratégie canadienne sur l'utilisation et la réduction, nous devons garder la communication et le dialogue ouverts avec notre public le plus important: les consommateurs canadiens. La communication est un élément capital qu'il faut garder en tête à mesure que nous progressons. Dans le domaine de l'agriculture, il y a un message essentiel à transmettre aux consommateurs: il faut éviter de confondre la question de la résistance aux antimicrobiens avec celle des résidus d'antimicrobiens. On fait souvent cette confusion et il est vraiment très important de rectifier les faits pour que les consommateurs canadiens continuent à faire confiance à leur source d'approvisionnement alimentaire.

Les Producteurs de poulet du Canada utilisent les réseaux sociaux et les moyens de communication traditionnels pour transmettre aux consommateurs des messages importants au sujet de nos produits et de l'approvisionnement alimentaire canadien. L'utilisation des antimicrobiens et l'antibiorésistance occupent une part importante de ces communications diffusées par différents canaux, afin d'expliquer comment les antimicrobiens sont utilisés en agriculture. Il faudrait que le gouvernement et les intervenants de l'extérieur du secteur de la production alimentaire appuient ces messages et continuent d'accorder leur confiance à l'approvisionnement alimentaire canadien, comme je l'ai expliqué un peu plus tôt.

En conclusion, Les Producteurs de poulet du Canada ont établi une stratégie visant l'utilisation responsable des antimicrobiens et un calendrier de réduction, afin de donner confiance au sujet de la durabilité du secteur canadien du poulet. Nous avons confiance dans les mesures que nous avons prises pour mettre l'accent sur l'élimination de l'utilisation préventive d'antibiotiques d'importance pour les humains tout en continuant à permettre l'utilisation responsable d'antibiotiques aux fins de lutte contre la maladie. La direction que prendront Les Producteurs de poulet du Canada en matière d'utilisation d'antimicrobiens et de résistance à ces agents continuera à évoluer tandis que nous nous engageons à travailler avec les intervenants de l'industrie et le gouvernement sur ce dossier qui lui-même ne cesse d'évoluer.

Je vous remercie et je suis prêt à répondre à vos questions.

• (1555)

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant entendre le témoignage du Conseil national sur la santé et le bien-être des animaux d'élevage.

Monsieur McNabb.

M. Robert McNabb (coprésident, Conseil national sur la santé et le bien-être des animaux d'élevage): Merci de cette occasion de comparaître devant votre comité. Je suis coprésident du Conseil national sur la santé et le bien-être des animaux d'élevage.

Le Conseil a été fondé en 2010, à l'instigation de la stratégie éponyme qui avait été mise sur pied en 2009. Par la suite, le comité est devenu un sous-comité du Comité FPT des sous-ministres adjoints de l'agriculture responsables de la réglementation.

Le Conseil est constitué de trois principaux groupes partenaires formés de représentants de divers ministères du gouvernement fédéral, de représentants des gouvernements provinciaux et d'organisations non gouvernementales telles que l'ACMV, et d'un certain nombre de groupements de producteurs spécialisés, ainsi que d'établissements universitaires.

Le Conseil étudie les enjeux dans le contexte d'Une seule santé — One Health. En agriculture, cette notion englobe la santé économique de nos membres, mais le Conseil met surtout l'accent, bien entendu, sur la santé publique, la santé animale et la santé environnementale. Le Conseil appuie une démarche concertée à l'égard des enjeux d'importance pour l'agriculture animale, en reconnaissant les rôles et les pouvoirs des organisations respectives, à savoir les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et l'industrie elle-même.

Nous donnons des conseils à nos membres, essentiellement par l'intermédiaire des sous-ministres adjoints FPT responsables de la réglementation et en nommant, lorsque c'est possible, les acteurs susceptibles de prendre l'initiative des mesures que nous recommandons.

Le Conseil a produit trois rapports sur la résistance antimicrobienne entre 2012 et 2016. Cela montre bien, à notre avis, qu'il reconnaît que la RAM est un problème mondial urgent.

Le premier rapport s'intitulait « Initiatives en matière de résistance aux antimicrobiens et d'usage des antimicrobiens chez les animaux et conséquences pour la santé humaine au Canada ». Ce rapport publié en 2012 recense et catégorise les initiatives de RAM menées au Canada en santé humaine et santé animale.

Le deuxième rapport, intitulé « Utilisation des antimicrobiens et résistance antimicrobienne — Stratégies pour l'agriculture animale », est paru en 2014. Il présente huit recommandations, dont beaucoup ont été appliquées, proposant notamment la tenue d'une réunion d'intervenants en médecine humaine et en agriculture animale, organisée par l'Agence de la santé publique du Canada, en 2015.

Notre dernière et plus récente publication s'intitule « L'intendance des antimicrobiens chez les animaux destinés à l'alimentation au Canada », paru en 2016. Ce rapport porte essentiellement sur l'intendance qui, dans le domaine de l'agriculture animale inclut la prévention et la lutte contre les infections. Il reconnaît l'importance de la surveillance et de l'innovation pour qu'une intervention de RAM soit efficace.

Qu'est-ce que l'intendance des antimicrobiens? Il existe plusieurs définitions, mais celle que nous avons choisie dans nos documents est la suivante: l'intendance des antimicrobiens est un processus d'amélioration continue actif et dynamique. Elle implique des interventions coordonnées conçues pour promouvoir, améliorer, surveiller et évaluer l'utilisation judicieuse des antimicrobiens afin d'en préserver l'efficacité future et de favoriser et de protéger la santé humaine et animale. Elle implique une approche axée sur les 5R: responsabilité, réduction, raffinement, remplacement et révision.

Le concept et la pratique de l'intendance des antimicrobiens évoluent encore en médecine humaine et vétérinaire. On estime généralement que c'est l'impact cumulatif de nombreuses interventions ou actions qui aura un effet positif sur la résistance antimicrobienne.

Les antimicrobiens sont importants dans l'agriculture animale. La médecine humaine et animale moderne repose sur la disponibilité d'antimicrobiens efficaces. L'efficacité continue des antimicrobiens est importante pour l'agriculture animale, tant pour lutter contre les maladies que pour prévenir les problèmes de bien-être animal qui s'y rattachent.

On craint de plus en plus la résistance des bactéries aux antimicrobiens et l'impact de cette résistance sur la santé humaine et animale, surtout dans le cas des antimicrobiens qui sont très importants en médecine humaine, comme on l'a déjà mentionné.

Nous sommes fermement convaincus qu'il faut faire une utilisation judicieuse et prudente des antimicrobiens. L'agriculture animale procure des aliments salubres à la population canadienne en plus d'exporter des animaux et des produits d'origine animale dans le monde entier. Elle crée des emplois dans les communautés rurales et soutient plusieurs autres secteurs.

Au cours de son histoire, l'agriculture animale canadienne a montré qu'elle peut s'adapter progressivement et que ces pratiques changent avec les connaissances et la technologie. Nous répondons activement aux impératifs sociétaux. Le Canada possède un solide réseau de vétérinaires qui connaissent à fond l'agriculture animale — ainsi que l'a confirmé récemment l'OIE, l'Organisation mondiale de la santé animale.

•(1600)

Nous pensons que l'intendance des antimicrobiens est une responsabilité partagée dans les organisations nationales de producteurs. Les programmes de durabilité et de salubrité des aliments à la ferme sont la pierre angulaire pour la diffusion du message et pour équiper les producteurs en vue de l'utilisation judicieuse et avisée des antimicrobiens.

De leur côté, les producteurs peuvent prendre plusieurs mesures pour réduire la nécessité d'utiliser des antimicrobiens, notamment au niveau de la biosécurité, de la sélection génétique pour la résistance aux maladies, de la nutrition, du logement, des diverses pratiques de gestion et de certaines autres possibilités évoquées par mon collègue un peu plus tôt.

Quant aux vétérinaires, nous avons entendu le témoignage de l'ACMV, ainsi que celui des divers organismes provinciaux de réglementation professionnelle. Ils ont un rôle très important à jouer en matière de surveillance de l'utilisation des antimicrobiens.

Par ailleurs, nous reconnaissons d'autres possibilités de leadership et nous allons entreprendre leur examen. Tous les intervenants ont la possibilité de faire preuve de leadership dans leurs divers secteurs. Il y a une foule d'activités sur plusieurs fronts. Le Cadre pancanadien sur l'utilisation et la résistance antimicrobienne sert de référence et le plan d'action est en cours d'élaboration. Le Conseil donne le ton en faisant preuve de leadership, en mettant la résistance antimicrobienne au programme de son forum annuel — depuis 2013. Nous avons participé activement à l'élaboration du cadre pancanadien et nous exploitons toutes les possibilités qui se présentent.

Comme on l'a mentionné, la communication sera la clé de la réussite — la communication visant à accroître la sensibilisation, la vulgarisation et la formation des producteurs, des vétérinaires et d'autres intervenants du secteur — en matière d'intendance des antimicrobiens.

Les partenariats comptent pour beaucoup. Ils sont essentiellement mis en oeuvre par l'Agence de la santé publique du Canada pour élaborer un plan d'action pancanadien.

La recherche et l'innovation ont été mentionnées et il faudra des options de rechange aux antimicrobiens et des outils d'atténuation des risques. Au chapitre de la réduction du besoin des antimicrobiens, il sera nécessaire d'effectuer une étude des systèmes de production pour déterminer les changements à leur apporter. La recherche sera déterminante.

On a parlé de la surveillance. Nous appuyons, nous aussi, le renforcement de la surveillance pour évaluer l'usage des antimicrobiens et l'antibiorésistance.

La base de données Canadian Global Food Animal Residue Avoidance Databank est un outil que les vétérinaires peuvent utiliser. Nous estimons que cet outil peut jouer un rôle capital de service-conseil aux vétérinaires et que la base de données peut élargir son rôle au-delà de son mandat actuel.

Enfin, il faut évaluer la réglementation nécessaire pour créer un environnement de changement et d'autres activités qui ont été réalisées en partenariat avec le Comité consultatif canadien de réglementation des médicaments vétérinaires que le Dr Landals a mentionné.

En conclusion, j'aimerais souligner que le Conseil a pris cette responsabilité très au sérieux et que notre objectif ultime est de faire en sorte que les antimicrobiens utilisés pour le traitement des maladies autant chez les animaux que chez les humains, demeurent efficaces.

Je vous remercie.

•(1605)

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant donner la parole au Dr McEwen qui représente le Collège vétérinaire de l'Ontario.

Dr Scott McEwen (professeur, Ontario Veterinary College, University of Guelph, à titre personnel): Bon après-midi et merci de m'avoir invité à m'adresser au Comité pour parler de la résistance antimicrobienne.

Je suis vétérinaire de formation et mon travail consiste à faire de la recherche et de l'enseignement universitaire. J'ai travaillé sur la résistance antimicrobienne pendant de nombreuses années comme chercheur et consultant auprès de plusieurs organismes de santé publique au Canada et à l'étranger, en particulier à l'Organisation mondiale de la santé depuis 20 ans, mais je ne représente aujourd'hui aucune organisation ni aucun groupe.

Les antimicrobiens sont utilisés chez les animaux aux fins de traitement, de prévention et de contrôle des infections bactériennes ainsi que, chez certaines espèces, dans le but de stimuler leur croissance. La majorité des antimicrobiens utilisés chez les animaux sont importants sur le plan médical et font partie de catégories de médicaments qui sont également utilisés chez les humains.

La résistance antimicrobienne est perçue comme la menace la plus grave pour la médecine humaine, mais elle touche tous les secteurs. Les préoccupations relatives à l'utilisation d'antimicrobiens chez les animaux ne sont pas nouvelles. Depuis le début des années 1960, de nombreux rapports d'experts demandent que des restrictions soient imposées dans le but de protéger la santé humaine, particulièrement en ce qui concerne l'utilisation répandue d'antimicrobiens importants sur le plan médical dans les aliments du bétail aux fins de stimulation de la croissance et de prévention des maladies. Le besoin d'éviter une crise de santé publique constitue le principal facteur sous-tendant les appels à l'action concernant la résistance antimicrobienne. Bien qu'il existe certains agents pathogènes d'animaux importants pour lesquels la résistance antimicrobienne représente un problème croissant, il n'y a pas eu, de façon générale, de sentiment de crise imminente liée à la résistance antimicrobienne dans la médecine vétérinaire.

Il y a 20 ans, j'ai ressenti chez certaines collectivités vétérinaires et agricoles une indifférence par rapport à la résistance antimicrobienne, puisqu'elle touchait particulièrement la santé humaine. Je suis ravi de constater que la situation a changé depuis. On prend de plus en plus conscience, plus particulièrement dans le milieu scientifique, mais dans d'autres milieux également, que l'utilisation d'antimicrobiens dans n'importe quel secteur — médecine vétérinaire, médecine humaine, agriculture de plantes et élevage d'animaux — peut privilégier la résistance dans les autres secteurs, étant donné la facilité avec laquelle la résistance se propage.

Des dizaines d'années de recherche et de surveillance ont contribué à mieux comprendre les conséquences pour la santé humaine de l'utilisation d'antimicrobiens chez les animaux. Bien qu'il soit possible que nous n'arrivions jamais à comprendre totalement l'ampleur globale des répercussions, les données probantes dont nous disposons montrent qu'une telle utilisation contribue à la sélection et à la propagation de la résistance antimicrobienne parmi les agents pathogènes d'origine alimentaire des humains pour lesquels il y a un réservoir animal, par exemple, les *Salmonella* et *Campylobacter*. Elle sélectionne aussi la résistance dans beaucoup d'autres espèces bactériennes qui peuvent être soit des pathogènes opportunistes d'humains, comme *E. coli* et *Enterococcus*, soit des donneurs de gènes de résistance pour d'autres bactéries.

Bien que l'utilisation d'antimicrobiens chez les animaux destinés à l'alimentation et les animaux de compagnie contribue à la résistance antimicrobienne, les inquiétudes sont plus élevées en ce qui a trait aux animaux destinés à l'alimentation, en raison des volumes beaucoup plus importants de médicaments utilisés dans ce secteur et de l'efficacité avec laquelle les bactéries sont transmises tout au long de la chaîne alimentaire, malgré tous nos efforts pour les contrôler.

À mon avis, il est important de reconnaître que le gouvernement du Canada a déjà fait d'importantes réalisations pour remédier au problème de la résistance antimicrobienne chez les animaux. Lorsque, dans le cadre de mes recherches, j'ai commencé à étudier la résistance antimicrobienne, à la fin des années 1980, le Canada faisait peu d'efforts dans les secteurs vétérinaires et agricoles pour résoudre les problèmes de la résistance antimicrobienne, comme la plupart des autres pays d'ailleurs, même si leur existence était connue. Sur le plan réglementaire, les activités d'assurance de la qualité relatives à la sécurité sanitaire des aliments et à l'élevage d'animaux portaient presque entièrement sur la prévention de résidus de médicaments vétérinaires nuisibles dans les aliments provenant d'animaux, et non sur la résistance.

Dans les années 1990 et au début des années 2000, alors que les inquiétudes concernant la résistance ont été soulevées sur la scène internationale, Santé Canada, y compris ce qui est aujourd'hui l'Agence de la santé publique du Canada, a répondu en incluant la résistance antimicrobienne dans l'évaluation de nouveaux antimicrobiens vétérinaires par rapport à la sécurité humaine et en créant le Programme intégré canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens, le PISCRA.

En 1999, Santé Canada a mis sur pied un comité consultatif sur l'utilisation d'antimicrobiens chez les animaux et les conséquences pour la résistance et la santé humaine. En 2002, ce comité a publié un rapport comprenant 38 recommandations. Je les ai parcourues et selon moi, 34 ont été mises en oeuvre au cours des 15 dernières années ou font partie de la stratégie actuelle de Santé Canada pour améliorer l'intendance. Ces recommandations portent sur un large éventail de questions, notamment la gestion, la surveillance et le contrôle d'antimicrobiens, la prévention des infections, ainsi que la recherche et l'innovation. C'est là un progrès important.

Selon moi, la Direction des médicaments vétérinaires de Santé Canada remplit bien son mandat, particulièrement au vu des contraintes imposées par notre système de gouvernement fédéral. La DMV devrait être félicitée pour les progrès qu'elle a réalisés afin d'améliorer la réglementation des médicaments antimicrobiens en ce qui concerne la résistance.

• (1610)

En deuxième lieu, le PICRA exerce pour le Canada des fonctions de surveillance d'importance névralgique de la résistance aux antimicrobiens (RAM) et de l'utilisation d'antimicrobiens. Comme vous le savez, la surveillance permet de recueillir des renseignements absolument indispensables à l'identification des problèmes de résistance et des mesures qui doivent être prises pour les résoudre, ainsi que des conséquences que ces mesures auront sur les résultats de la résistance. Le PICRA exerce fort bien toutes ces fonctions.

Soulignons que les scientifiques du PICRA et de la DMV apportent des contributions très précieuses aux activités internationales visant à régler la question de la résistance aux antimicrobiens en collaborant avec leurs organisations soeurs en Europe, aux États-Unis et ailleurs, et par l'entremise d'organisations internationales clés comme l'OMS, l'OIE et le Codex Alimentarius.

Malgré ces exploits, je crois que le gouvernement fédéral peut en faire nettement plus pour résoudre le problème de la RAM. Mais surtout, le gouvernement doit exercer un puissant leadership à l'échelle nationale afin de reconnaître que la RAM est un enjeu mondial de santé publique très sérieux à propos duquel des mesures s'imposent à la fois dans les secteurs public et privé. Le gouvernement fédéral doit veiller à ce que les mesures prises dans le secteur public à l'échelle nationale contribuent à résoudre ce problème et assurer la coordination générale avec les partenaires dans les provinces et les territoires, et avec l'industrie et les professions de la santé.

C'est au mois d'août de cette année qu'a été publié le cadre d'action pancanadien. Le cadre reconnaît les dimensions One Health de la RAM, et il a été conçu moyennant l'apport de tout un éventail d'intervenants et d'experts. À mon avis, il s'agit d'un cadre global et très détaillé. Il aborde les piliers les plus importants de la gérance, de la surveillance, de la prévention des infections et de la recherche. Mais il est urgent d'avoir un plan d'action parallèle assorti de produits livrables, de résultats et d'échéanciers. À mon avis, il est particulièrement urgent de préserver l'efficacité des antimicrobiens qui sont importants sur le plan médical. Cela nécessite d'améliorer la gérance dans tous les secteurs, notamment en médecine vétérinaire et en agriculture. Il existe de nombreuses façons d'y parvenir, mais il y en a deux sur lesquelles j'aimerais attirer tout particulièrement votre attention — à savoir, l'établissement de cibles nationales pour réduire l'administration globale d'antimicrobiens importants sur le plan médical aux animaux, et l'imposition de restrictions supplémentaires à l'utilisation de ces antimicrobiens chez les animaux.

Certains pays d'Europe, comme la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont réduit de jusqu'à 50 % la consommation de ces antimicrobiens chez les animaux destinés à l'alimentation en fixant des cibles nationales et, dans le cas des Pays-Bas et du Danemark, en mesurant la consommation d'antimicrobiens à la ferme et dans les cliniques vétérinaires et en adoptant des stratégies visant à encourager les vétérinaires et les agriculteurs à faire leur part pour atteindre ces objectifs.

Les directives de l'OMS fondées sur des données probantes sur l'utilisation d'antimicrobiens importants sur le plan médical chez les animaux destinés à l'alimentation — ont été publiées il y a à peine deux jours — et elles font état de plusieurs restrictions importantes imposées à l'utilisation de ces antimicrobiens chez les animaux, restrictions qui doivent être imposées dans tous les pays, y compris le Canada. De toute évidence, la réduction de l'utilisation des antimicrobiens a pour effet de réduire la résistance aux antimicrobiens. Plusieurs pays d'Europe dotés de puissants systèmes de surveillance ont démontré que les restrictions imposées à l'utilisation d'antimicrobiens pour promouvoir la croissance, prévenir les maladies et prodiguer des traitements sont efficaces, et ont des effets néfastes relativement minimes sur l'utilisation d'antibiotiques thérapeutiques, la productivité des animaux destinés à l'alimentation, la santé et le bien-être des animaux, la salubrité des aliments, l'environnement et l'économie.

Je vous remercie beaucoup.

Le président: Merci.

Je dois vous dire que dans l'optique d'un profane, je suis frappé par la richesse de vos connaissances et par votre degré de participation à ce sujet depuis si longtemps.

Nous allons maintenant passer aux questions. Nous commencerons par notre série de sept minutes avec M. McKinnon.

M. Ron McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam, Lib.): Merci, monsieur le président.

Dans nos délibérations avec les témoins à propos des utilisations médicales, le refrain qui est revenu le plus souvent a trait au besoin d'une organisation nationale de coordination qui établit des normes nationales, des protocoles nationaux, etc. pour assurer les analyses et la surveillance. Il me semble que vous recommandez tous le même type d'approche pour ce qui est de la médecine vétérinaire. Ai-je raison?

Dr Duane Landals: Indéniablement. Il y a la surveillance de la résistance et la surveillance de l'utilisation. Il s'agit de deux thèmes légèrement différents. Nous avons tendance à les regrouper ensemble. Et je pense que les deux sont nécessaires. Certes, dans notre atelier, nous avons tous convenu que nous aimerions que la surveillance serve à mieux comprendre l'utilisation des antimicrobiens, là où ils sont utilisés et pourquoi ils le sont, par opposition aux données primaires dont nous disposons actuellement, qui portent sur ce qui est vendu au niveau du commerce de gros. Nous ignorons les conséquences particulières de ce phénomène. Je pense que nous avons besoin de meilleures données pour évaluer ce qui est utilisé. Si nous visons des réductions, nous saurons alors que nous procédons à des réductions, pour quelles raisons et sur quoi elles portent.

Il faut à tout prix améliorer la surveillance de l'utilisation à un niveau quelconque de la chaîne au-delà du commerce de gros, comme l'usage vétérinaire ou au niveau des utilisateurs finaux.

• (1615)

M. Ron McKinnon: Quelqu'un d'autre a-t-il des observations à faire?

M. Steve Leech: Je crois que l'on peut se féliciter qu'il y ait déjà beaucoup de choses en place. Nous avons parlé du Programme intégré canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens, qui est un programme de surveillance relevant de l'Agence de la santé publique du Canada en place depuis plus d'une dizaine d'années. Au commencement, ce programme se contentait d'examiner les niveaux de résistance, mais aujourd'hui, il analyse également les niveaux d'utilisation d'antibiotiques à la ferme. Il y a eu de nombreux faits nouveaux à ce sujet. Une relation s'est instaurée sur la façon dont cette surveillance peut se faire et dont les données peuvent être analysées. À mon avis, il s'agit d'un vecteur important à la fois pour l'industrie et le gouvernement afin de comprendre certains éléments provenant d'une source de données crédible.

Dans notre optique, nous aimerions constater un élargissement de ce programme. Il n'est offert que dans un nombre limité de lieux. Nous analysons la nécessité d'accroître le volume de surveillance réalisé, surtout dans le cadre pancanadien, et nous essayons vraiment de comprendre certaines des tendances que nous constatons en matière de résistance et pourquoi il y a de telles différences dans certaines provinces et régions. Cela fait partie intégrante de la stratégie d'avenir, et nous devons continuer à préconiser la surveillance.

M. Ron McKinnon: Je m'en félicite.

Quelqu'un d'autre a-t-il quelque chose à ajouter?

M. Robert McNabb: Je suis tout à fait d'accord avec ce qui a été dit. Nous avons préconisé l'élargissement du mandat et l'accroissement de la capacité du PICRA qui relève de l'Agence de la santé publique depuis un certain nombre d'années.

M. Ron McKinnon: Aimerez-vous que ce système de surveillance et de coordination soit un système séparé, ou faut-il qu'il fasse

partie du même système que l'on pourrait envisager également pour un usage médical?

Dr Duane Landals: À mon avis, il y a suffisamment de différences entre les systèmes et les activités des secteurs pour qu'il soit difficile de les coordonner. Le système de médecine humaine a des ordonnances normalisées qui sont destinées aux pharmaciens, et il existe un certain nombre de points de collecte de données déjà en place. Cela diffère de la façon dont les antimicrobiens sont prescrits, administrés, distribués et utilisés en santé animale. J'ignore si cela pourrait être le même système, même s'il existe manifestement un besoin de certains parallèles.

M. Ron McKinnon: Ne doivent-ils pas assurer le suivi du même type de renseignement, à savoir les antibiotiques utilisés et à quelle fin?

Dr Duane Landals: Le suivi vise certains objectifs identiques. Je ne sais pas s'il s'agit d'une différence de... Mais sans doute que d'autres membres du Comité peuvent nous éclairer à ce sujet.

L'une des difficultés que nous éprouvons dans l'utilisation sur l'animal consiste à avoir un tronc commun de ce que sont les produits. Si vous traitez un poulet et une vache, il y a une différence colossale dans la masse de l'animal et dans la dose d'antibiotiques. En premier lieu, vous devez parvenir à un système de posologie quotidienne uniforme, afin d'avoir des doses relativement comparables. Je ne crois pas que la difficulté soit aussi ardue du côté humain; elle est légèrement différente.

La clé est que vous voulez savoir quels médicaments sont utilisés, pourquoi ils le sont et à quels points vous pouvez intervenir pour imposer une diminution.

M. Ron McKinnon: Monsieur Leech, il me semble que vous insinuez — et j'en dirais autant du Dr Landals — que vous avez besoin des données saisies au niveau des producteurs également. Ai-je tort?

M. Steve Leech: Absolument.

À mon avis, les modes de collecte des données sont différents entre les animaux et les humains. Du côté des animaux, nous cherchons à recueillir ces données à la ferme. C'est en effet là que résident les données les plus crédibles. Il y a deux raisons différentes pour lesquelles on recueille des renseignements du côté agricole. L'une consiste, bien entendu, à déterminer l'utilisation et la dynamique d'utilisation, mais l'autre, aujourd'hui que nous en sommes au stade de la mise en oeuvre de stratégies de réduction, consiste à déterminer l'impact de ces stratégies.

Comme je l'ai déjà dit, les rapports de l'Agence de la santé publique du Canada ont contribué à surveiller le succès de l'interdiction imposée aux médicaments de catégorie I pour un usage préventif. Cela sera nécessaire à l'avenir. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous devons multiplier les activités de surveillance, pour nous assurer que nous couvrons l'ensemble du pays et pour bien comprendre ce qui se passe sur le marché intérieur.

Je pense qu'il faut procéder à une comparaison entre l'usage sur l'animal et sur l'être humain pour bien comprendre les différences. D'après les études du PICRA, nous savons que les types d'antibiotiques administrés dans l'élevage des volailles sont différents de ceux qui sont utilisés chez l'être humain. Du côté humain, les antibiotiques les plus fréquemment utilisés, les fluoroquinolones et les céphalosporines, ne sont pas utilisés dans l'élevage des poulets. Ce sont là deux éléments très importants à comprendre lorsqu'on examine les modes de résistance, les incidences de l'agriculture et les interactions avec l'être humain.

• (1620)

M. Ron McKinnon: Je me demande, docteur Landals — et peut-être docteur McEwen — si vous avez d'autres remarques à formuler sur l'interaction entre les animaux et les êtres humains pour ce qui est de la résistance aux antimicrobiens et la façon dont l'un affecte l'autre.

Dr Duane Landals: Je laisserai Scott s'exprimer en premier, car c'est lui l'expert.

Dr Scott McEwen: Comme je l'ai dit dans mes observations préliminaires, les preuves scientifiques incitent à croire que les principaux coupables des problèmes de résistance aux antimicrobiens chez l'être humain, qui résultent des animaux et de l'utilisation de ces drogues sur les animaux, sont les entérobactéries d'origine alimentaire. Ce sont des agents pathogènes courants d'origine alimentaire comme salmonella et *E. coli*, qui ont le campylobacter, qui a généralement un réservoir animal. Il s'agit de l'ensemble d'organismes le mieux documenté à propos duquel nous avons identifié la résistance qui s'écoule par le biais de la production animale et de la chaîne alimentaire, mais il y en a d'autres.

Plus récemment, au cours des huit à 10 dernières années, on a vu émerger staphylococcus aureus qui résiste à la méthicilline et qui est un agent pathogène humain courant, mais il y a également une souche adaptée à l'animal qui se propage dans le monde entier et qui acquiert une plus grande prévalence dans les espèces animales d'élevage de même que chez les chevaux et parfois chez les animaux domestiques.

Des données nous ont été transmises tout récemment d'Europe qui révèlent sa présence accrue dans les maladies humaines en Europe. Il y a donc certains autres agents pathogènes qui sont issus des animaux de ferme et des animaux domestiques et des chevaux, même s'il y a un important volet de résistance, qui représente une sorte de boîte noire. Elle comprend un réservoir environnemental, ainsi que des organismes dont nous n'assurons pas la surveillance dans le cadre de nos programmes de surveillance et qui hébergent les gènes de résistance, et agissent à la manière de donneurs de ces gènes pour les agents pathogènes des animaux et des êtres humains.

Comme je l'ai dit, je ne pense pas que nous connaissons jamais l'ampleur réelle de l'impact du secteur animal sur l'être humain, mais il y contribue par ces diverses voies.

Le président: Je vous remercie infiniment.

Madame Gladu, c'est à votre tour.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Je remercie nos témoins de tout leur travail et de leurs précieux renseignements.

Je suis impressionnée par la façon dont vous cheminez pour en arriver à une approche normalisée. En particulier, monsieur Leech, vous avez parlé de la stratégie progressive des antibiotiques de catégorie I qui ont été éliminés, des antibiotiques préventifs de catégorie II et de la date où cela se produira, et vous disposez même de ces protocoles et normes.

Nous avons entendu les témoignages de gens qui ont parlé de la résistance humaine aux antimicrobiens, et il est clair qu'à l'échelle mondiale, il n'y a pas de protocole, c'est une question très complexe et l'on n'est pas aussi prêt que vous de disposer d'un plan.

Je me demande si vous pourriez formuler des commentaires pour savoir s'il s'agit du même type de plan global entre toutes les industries ou s'il s'agit seulement d'un plan qui concerne l'aviculture.

M. Robert McNabb: Je crois que je commencerai, puisque je représente un certain nombre d'animaux producteurs d'aliments.

Parmi tous les groupes producteurs d'aliments, les gens sont parfaitement conscients du problème et bien entendu, ils ont participé aux consultations sur certaines des modifications réglementaires qui sont imminentes, notamment le passage des catégories I, II et III uniquement sur ordonnance.

Comme on l'a déjà mentionné, ils disposent tous d'un programme de salubrité des aliments à la ferme depuis entre 15 et 20 ans. Ces programmes évoluent vers des programmes beaucoup plus détaillés de durabilité. C'est donc la prise de conscience non seulement de la salubrité des aliments, mais de la protection de l'environnement et des communautés qui englobe la santé humaine.

À mesure que des renseignements et des outils leur sont fournis, ils les adaptent à leurs systèmes de production.

Mme Marilyn Gladu: Très bien.

Nous avons entendu le témoignage de M. Neil Rau, qui a déclaré qu'il analyse la situation des antimicrobiens au Canada et les morts qui résultent de la résistance, il ne pense pas que la résistance aux antimicrobiens chez les animaux soit un facteur de grande importance ici, même s'il affirme que dans de nombreux pays du monde, c'est un phénomène inquiétant.

Innocemment, j'ai pensé que si nous importions des viandes et des produits de ces autres pays, nous courrions un risque? Que pourriez-vous dire à ce sujet?

• (1625)

Dr Duane Landals: Je répondrai en premier, si vous le permettez. Je crois effectivement qu'il existe un risque et, comme il l'a dit, la résistance aux antimicrobiens ne connaît pas de frontières. Si un pays du monde produit une grande quantité de super bactéries résistantes, il est clair que celles-ci se déplaceront ailleurs dans le monde avec une grande rapidité. Je pense que le Canada doit faire ce qu'il doit faire, car il s'agit de notre champ de compétence, mais nous devons également entretenir des rapports avec la communauté internationale et nous assurer qu'il existe un plan mondial de lutte contre la résistance.

Mme Marilyn Gladu: Savons-nous où sont les régions problématiques?

Dr Scott McEwen: Je ne suis au courant d'aucune donnée qui indique qu'il existe un plus grand problème dans le secteur animal dans d'autres pays qu'au Canada, même si je peux comprendre d'où vient cette impression, étant donné que nous avons été victimes de certains événements et cas où il y a eu une propagation mondiale. Le cas le plus récent porte sur la résistance à un médicament appelé colistine. C'est un médicament qui n'est guère utilisé au Canada. Nous disposons de certaines données qui confirment ce fait. Il a été utilisé en grandes quantités dans l'élevage des animaux dans d'autres pays du monde, notamment en Europe et en Chine et dans certaines autres régions.

Il y avait une souche de bactérie, appartenant à la famille des entérobactériacés, qui avait une certaine résistance à ce médicament, et elle était sur un élément transmissible qui la rendait éminemment mobile. De vives inquiétudes ont été suscitées par ce phénomène, car ce médicament était devenu un traitement de dernier recours pour un ensemble très important d'organismes pathogènes appartenant à ce groupe, les entérobactériacés ayant acquis une résistance aux carbapénèmes et à d'autres médicaments importants destinés à l'être humain.

Il y a certains pays du monde, comme le Brésil et d'autres régions, où la colistine est le dernier médicament que l'on administre aux patients gravement malades. Selon leurs preuves, on pense que ce médicament a probablement fait son apparition en Chine —, mais même si personne n'en est vraiment sûr —, il s'agit d'un très grand pays; c'est la Chine qui possède la plus importante population de porcs au monde; et ce pays utilise de très grandes quantités de colistine dans l'élevage des volailles et des porcs. C'est dans ce pays que cette souche a été signalée pour la première fois, peu importe qu'elle soit originaire ou non de ce pays.

Et rapidement, en raison des améliorations que nous avons constatées dans les programmes de surveillance grâce auxquelles nous pouvons désormais utiliser le test ADN rapide des bactéries, on a démontré sa présence dans des colonies de ces bactéries dans plusieurs pays du monde. C'est sans doute de là que vient cette hypothèse, mais je ne suis pas certain qu'il y ait un seul pays au monde que l'on pourrait appeler un foyer de résistance chez l'animal qui s'est propagé à l'être humain.

Mme Marilyn Gladu: Merci infiniment.

Que doit faire le gouvernement fédéral pour vous aider, et que devons-nous nous abstenir de faire pour ne pas être une embûche sur votre chemin?

M. Steve Leech: Je crois qu'un élément dont nous devons parler ici est le rôle de leadership. Je crois que le gouvernement fédéral a un rôle dirigeant à jouer pour regrouper les provinces de même que les industries afin d'aller de l'avant. Cela nécessite un effort concerté de l'être humain et du secteur agricole. Cela s'est produit en partie dans le cadre pancanadien. Je pense que cela doit se poursuivre.

Un des éléments que j'ai soulevés consiste à fournir à l'industrie les outils dont elle a besoin pour être en mesure de mettre en place ces stratégies de réduction et d'aller de l'avant pour atteindre nos objectifs communs. De notre côté, c'est l'accès aux produits.

Mme Marilyn Gladu: L'accès aux produits existe en Europe.

M. Steve Leech: Précisément.

La bonne nouvelle est qu'une bonne part de ces recherches et une bonne part de l'innovation ont déjà été réalisées; il ne reste plus qu'à les faire venir sur le marché canadien et là où ils se trouvent déjà à l'échelle mondiale.

Mme Marilyn Gladu: Y a-t-il d'autres observations?

M. Robert McNabb: Personnellement, je ne pense pas pouvoir ajouter grand-chose à ce qu'a déclaré Steve. Je me contenterai de dire que nous devons collaborer pour trouver les solutions souhaitables avec l'industrie et par le biais de l'approche fédérale-provinciale. L'agriculture est un secteur polyvalent dans ses activités, et elle aura grand besoin de cette approche concertée.

Dr Scott McEwen: J'ai l'impression que c'est à vous de décider ce qu'il y a de mieux pour les Canadiens, d'établir l'orientation générale et d'exercer ce leadership. Une manière concrète d'y parvenir, comme je l'ai dit, consiste à établir des cibles, car cela retient l'attention de tous et de toutes quant à la façon dont nous réussirons. Je comprends bien qu'il ne s'agisse pas d'une chose facile à faire dans notre système actuel, mais je suis convaincu que vous possédez l'expérience préalable de ce genre de chose.

Mme Marilyn Gladu: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Davies.

• (1630)

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Je tiens à remercier tous les témoins de leurs témoignages tout à fait exceptionnels.

Monsieur McEwen, je tiens à vous poser cette question. Je tiens à reculer le plus loin possible pour bien comprendre l'ampleur et l'urgence de cette question. Je crois que nous avons tous commencé comme novices qui s'interrogeaient, en tant que comité de la santé, sur la gravité de ce problème. Nous comprenons fort bien l'importance des antibiotiques, et nous craignons que l'abus d'antibiotiques à la fois chez l'animal et chez l'être humain en soit arrivé au stade où nous courons véritablement le risque de voir apparaître des bactéries résistantes aux antibiotiques, de sorte que nous courons le risque de voir apparaître des agents pathogènes graves contre lesquels il n'existe pas d'antibiotique efficace.

Pouvez-vous nous aider à comprendre la distance qui nous sépare de ce scénario? Avec quelle urgence devons-nous aborder ce problème?

Dr Scott McEwen: Je pense que c'est une question qu'il est préférable de poser à des experts médicaux lorsqu'ils seront ici, s'ils ne sont pas déjà venus. Je veux parler dans l'optique de la médecine vétérinaire des paramètres animaux du problème de santé publique, et tout ce que je peux faire, c'est de citer des chiffres qui ont été établis dans le secteur médical.

Comme je l'ai dit dans mes observations préliminaires, c'est là que la crise est la mieux décrite et la plus clairement explicitée. Il est clair dans ce secteur qu'il existe une crise majeure des bactéries comme celles que j'ai mentionnées: les entérobactériacés gram-négatifs, certains des organismes gram-positifs comme le staphylocoque doré résistant à la méthicilline et les entérocoques, sans oublier certaines des maladies transmissibles sexuellement. On court sérieusement le risque de manquer d'antibiotiques efficaces contre ces infections. Les meilleures preuves que nous ayons de la contribution des animaux à ce phénomène résident dans les maladies entériques d'origine alimentaire.

L'OMS a publié la liste des 10 premières bactéries plus tôt cette année, et salmonella y figurait bel et bien. Salmonella non typhoïde aujourd'hui dans les pays développés a essentiellement un réservoir d'animaux destinés à l'alimentation, de sorte que l'impact est très réel.

En définitive, nous tentons depuis des années d'établir une estimation quantitative du pourcentage de l'impact provenant des animaux. C'est un phénomène très évasif, et j'ai des doutes que nous en arrivions jamais là. Je pense que là où nous en sommes actuellement, c'est ce dont vous avez entendu parler aujourd'hui, à savoir que tous les secteurs doivent faire leur part pour réduire les abus là où ils le peuvent dans l'objectif de réduire la résistance dans tous les secteurs. Nous pouvons agir de manière stratégique pour savoir là où il faut accorder la plus grande importance et la peaufiner, même si je crois que notre démarche doit consister à prendre des mesures pour réduire les abus afin d'améliorer le contrôle et la prévention des infections, d'améliorer la surveillance et toutes sortes d'autres choses aussi.

M. Don Davies: Je vous remercie.

Docteur Landals, je crois comprendre que le 1^{er} décembre 2018, tous les antimicrobiens importants sur le plan médical destinés à un usage vétérinaire seront vendus uniquement sur ordonnance. À votre avis, quelle sera l'incidence d'un tel changement?

Dr Duane Landals: Ce changement aura indéniablement des conséquences. L'objectif de ce changement est d'atteindre l'objectif de la surveillance vétérinaire de l'utilisation des antimicrobiens chez les animaux destinés à l'alimentation et d'établir des attentes réalistes sur le niveau d'engagement des vétérinaires. Ces médicaments ne doivent être vendus que sur ordonnance; telle est la manière de mettre en oeuvre ce plan, pour qu'il ait un impact. Mais je ne pense pas que l'impact soit insurmontable. La plupart des éleveurs de bétail et des propriétaires d'animaux entretiennent une relation avec un vétérinaire, et si leurs animaux ont une maladie légitime, ils pourront se procurer ces produits pharmaceutiques sur ordonnance et les administrer comme il se doit.

Je pense que le changement le plus important se matérialisera dans les antimicrobiens utilisés dans l'alimentation animale, étant donné que les vétérinaires ne se sont pas investis dans ce projet. Nous avons des travaux à réaliser au cours des prochains mois pour apprendre aux vétérinaires à rédiger ces ordonnances comme il se doit et à transmettre ces renseignements à la provenderie pour que celle-ci puisse mélanger en toute sécurité les médicaments selon les doses prescrites.

Certes, il y a des travaux à réaliser, mais je ne pense pas que nous soyons sur le point de vivre une crise, si telle est votre question. C'est quelque chose que nous devons gérer, et nous irons plus loin. Je pense que ce sera un pas positif en avant.

M. Don Davies: Monsieur Leech, je pense que vous avez brièvement effleuré la question des probiotiques de la volaille. Pourriez-vous développer un peu la question pour nous? Quel rôle ces probiotiques doivent-ils jouer dans la réduction de l'utilisation des antibiotiques chez la volaille?

M. Steve Leech: Lorsque nous nous penchons sur les efforts de réduction déployés à l'échelle internationale, nous constatons que beaucoup d'autres stratégies ont été mises en place, qu'il s'agisse de stratégies de gestion ou autres. Certaines solutions de rechange aux vaccins et certains aliments de remplacement font partie de ces stratégies. C'est un outil très important.

En réalité, ce que nous voulons, c'est de maintenir la santé des intestins des poulets dès le premier jour jusqu'à la fin, afin qu'aucune maladie de s'y introduise. C'est là vraiment que ces probiotiques et acides prébiotiques entrent en jeu et où d'autres pays ont enregistré des succès. La situation varie d'une ferme à l'autre, et c'est incontestablement l'une des raisons pour lesquelles nous disposons d'une période de mise en oeuvre pour savoir précisément ce qui donne des résultats concluants.

Très franchement, je crois que l'une des raisons pour lesquelles nous avons opté pour la période de mise en oeuvre est d'avoir accès à ces produits. L'industrie a incontestablement pris des risques en proposant une stratégie de réduction qui a été approuvée, mais une partie de cela consiste à avoir accès à ces produits pour aller de l'avant. C'est pourquoi il s'agit d'un domaine aussi crucial, mais il a une importance d'ordre temporel pour nous permettre d'atteindre nos objectifs.

•(1635)

M. Don Davies: Monsieur McNabb, j'aimerais vous poser une question si vous me le permettez.

Dans quelle mesure les conditions de stress, de saturation ou d'insalubrité exigent-elles le recours aux antibiotiques chez le bétail? En d'autres termes, l'amélioration des pratiques de bien-être des animaux pourrait-elle aboutir à une réduction de l'utilisation générale d'antibiotiques?

M. Robert McNabb: Je dois commencer par admettre que je ne suis pas expert dans ce secteur particulier, mais d'après mon expérience, nous savons que des aménagements convenables contribueront à réduire le stress des animaux. Je ne saurais dire si cela subira l'incidence directe du besoin ou non d'administrer des antimicrobiens.

M. Don Davies: Docteur McEwen ou docteur Landals, l'un d'entre vous a-t-il un avis à ce sujet?

Dr Scott McEwen: Nous savons tous que l'administration d'antibiotiques est plus élevée dans l'agriculture intensive. Nous savons néanmoins qu'il existe de nombreux excellents gestionnaires capables d'élever des animaux dans des conditions de confinement et des conditions intenses moyennant l'utilisation minimale d'antibiotiques grâce à de bonnes pratiques d'élevage, à une bonne hygiène, une bonne gestion de la santé et de bonnes pratiques de biosécurité. Toutes ces techniques existent. Il y a l'utilisation de vaccins et d'autres produits disponibles. Je ne pense pas que l'agriculture intensive soit en voie d'extinction, même si nous devons inciter les gens à utiliser de bonnes pratiques de production.

Le président: D'accord, le temps de parole est écoulé. Je vous remercie infiniment.

Nous allons maintenant passer à Mme Sidhu.

Mme Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.): Je remercie les présentateurs.

Dr McEwen, êtes-vous d'avis que les vétérinaires reçoivent une instruction et une formation suffisantes pour ce qui est de la RAM?

Dr Scott McEwen: Je n'enseigne plus aux étudiants en médecine vétérinaire; et ce, depuis environ 10 ans. Mes responsabilités en matière d'enseignement concernent principalement les mesures vétérinaires en rapport avec la santé publique, la salubrité des aliments et la santé de l'environnement. Néanmoins, je me souviens de l'époque où j'étais étudiant, il y a de cela bien longtemps, et nous recevions une formation assez poussée sur la résistance aux antimicrobiens. Les principes n'ont pas vraiment changé. Nous savons aujourd'hui beaucoup plus de choses sur l'épidémiologie de ce phénomène. Certains des paramètres moléculaires sont nouveaux, mais la biologie de base, à savoir que si vous administrez des antibiotiques, vous finirez par provoquer une certaine résistance, est bien connue depuis les années 1930 et 1940, de sorte que ces mêmes principes restent en place. Les procédures élémentaires que nous utilisons pour tenter de réduire la propagation de la résistance existent depuis longtemps. Oui, les étudiants en médecine vétérinaire et les étudiants en médecine reçoivent une bonne formation en matière de thérapeutique, de microbiologie, de médecine clinique et ils comprennent bien la résistance aux antibiotiques.

Cela étant dit, il est admis qu'il s'agit d'une des questions intersectorielles qui peuvent facilement passer entre les mailles du filet. En général, et incontestablement dans notre cursus vétérinaire, il n'y a pas un cours sur la résistance aux antibiotiques où l'on apprend tout. Il y a des éléments dans ce cours, et dans cet autre cours, on en traite quelque peu en médecine clinique, et également dans les productions animales. Nous pouvons toujours améliorer la formation, et nous pouvons toujours tenter d'inviter les étudiants à être de meilleurs gérants. Je suis certain que c'est ce qui se produira à l'avenir.

Mme Sonia Sidhu: Docteur McNabb, vous avez également mentionné la sensibilisation et l'éducation des éleveurs. Qu'en pensez-vous? Quel genre d'instruction devons-nous dispenser aux éleveurs?

M. Robert McNabb: Je pense qu'il faut recourir à divers moyens de communication avec les éleveurs. Certes, dans les programmes que j'ai mentionnés —, les programmes sur la durabilité, vos programmes de salubrité des aliments à la ferme — il y a certains documents de formation qui sont fournis aux éleveurs. Je pense qu'il faut sans cesse leur rappeler de saisir chaque occasion qui se présente par divers moyens. Nous savons pertinemment, en particulier dans l'éducation des adultes, qu'il faut sans cesse répéter les mêmes choses. Il s'agit de leur fournir différentes formes de renseignements, pas seulement ce que l'on attend du régime réglementaire, mais aussi ce qu'ils peuvent faire en tant que gérants pour accroître la biosécurité, et leur fournir les outils qui leur faciliteront la tâche dans ce domaine.

• (1640)

Mme Sonia Sidhu: Monsieur Leech, vous avez mentionné les antibiotiques de catégorie I, de catégorie II et de catégorie III, et avez ajouté que certains antibiotiques sont moins efficaces pour la santé humaine. Y a-t-il des preuves qui étayent cet argument? Pouvez-vous nous fournir des explications?

M. Steve Leech: J'essaie de me rappeler ce principe dans ma tête. Peut-être que ce dont je parlais à ce moment, c'était des renseignements sur la surveillance que nous avons en mains et qui indiquent qu'il y a un niveau différent dans les antibiotiques utilisés en médecine humaine par rapport à la production avicole. Là où nous voyons une forte utilisation d'antibiotiques de catégorie I dans le domaine de la santé humaine, la surveillance exercée par l'Agence de la santé publique du Canada a révélé que ces mêmes antibiotiques ne sont pas utilisés dans l'élevage des volailles. Étant donné que tout est dans les détails, il faut savoir quels types d'antimicrobiens sont utilisés dans différents produits, dans différents secteurs et à différents moments. Il est vraiment important d'en tenir compte. Si nous parlons seulement de kilogrammes d'utilisation, de ce qui est vraiment utilisé, et de l'incidence que cela peut avoir, c'est là que certains renseignements sur la surveillance entrent vraiment en jeu.

Nous avons parlé du gouvernement qui doit conserver son aptitude à utiliser des antibiotiques pour les traitements et le soutien à cet égard, et c'est un facteur vraiment important quant aux antibiotiques qui sont vraiment utilisés et quant à la possibilité de le prouver par le biais de la surveillance.

Mme Sonia Sidhu: Comment pouvons-nous assurer la santé et la sécurité des Canadiens qui consomment du poulet ou d'autres produits d'origine animale tout en luttant contre la propagation de la RAM?

M. Steve Leech: C'est précisément là l'argument le plus important, et le dernier point de ma présentation portait sur les communications avec le public. Nous devons avoir confiance dans les approvisionnements alimentaires dont nous disposons aujourd'hui. Tandis que nous apportons des changements, cela ne veut pas dire que le produit actuellement vendu sur le marché soit mauvais. Nous nous penchons sur les futurs changements qui interviendront dans l'utilisation des antimicrobiens. À nouveau, nous en revenons aux renseignements sur la surveillance, aux renseignements qui en sont issus et à l'apport de changements éclairés.

Incontestablement, cela ne veut pas dire que les consommateurs doivent se préoccuper des produits qu'ils achètent sur le marché aujourd'hui. Une partie de nos communications actives avec les consommateurs concerne la bonne manipulation et la cuisson des produits, et cela vaut même pour les changements qui entrent en vigueur. Les bactéries sont omniprésentes partout, et continueront de

l'être. Les messages clés à l'intention des consommateurs resteront les mêmes à mesure que nous franchissons ce processus.

Mme Sonia Sidhu: Je vous remercie.

Le président: Nous allons commencer notre période de questions de cinq minutes avec M. Webber.

M. Len Webber (Calgary Confederation, PCC): Je suis vraiment un profane en ce qui concerne la RAM, même si c'est un sujet qui me passionne.

Je vous remercie tous d'être ici aujourd'hui. Mes questions seront les questions d'un profane étant donné que je ne connais pas très bien le sujet, même si j'ai pris des notes au cours de vos exposés.

Les directives sont-elles différentes ou analogues entre les animaux de compagnie et les animaux destinés à l'alimentation? Pouvez-vous m'éclairer sur les directives entre les animaux de compagnie et les animaux destinés à l'alimentation et sur la différence entre les deux?

Dr Duane Landals: Manifestement, les directives divergent au sujet de différentes espèces destinées à l'alimentation, étant donné qu'elles sont gérées et élevées différemment. L'idée que les vétérinaires ne s'inquiètent pas ou ne s'intéressent pas à cette question résulte du fait que nous avons des directives qui sont des règles fédérales sur la vente de ces produits sur ordonnance, ce qui a une incidence sur toutes les espèces. C'est pourquoi, lorsque le médicament est vendu sur ordonnance, c'est une ordonnance qui concerne toutes les espèces pour toutes les indications, et cela commence à avoir certains effets sur la façon dont ces produits sont utilisés sur les animaux de compagnie. Comme je l'ai déjà mentionné, les abeilles mellifères, les poissons d'aquarium ou certaines espèces plus petites ne sont même pas à l'ordre du jour.

Pour les vétérinaires, toutes les règles finissent par être les mêmes. Vous devez déterminer un besoin médical avant de rédiger une ordonnance, et un médicament ne peut pas être vendu à moins qu'il ne soit légitimement prescrit. Toutes ces règles sont les mêmes. Toutefois, les protocoles de gestion sur la façon dont vous employez les produits pharmaceutiques et sur ce qui peut être une utilisation prudente chez une espèce peut certainement l'être aussi chez une autre, ce qui englobe les petits animaux. À nouveau, dans l'optique d'un vétérinaire, vous avez des vétérinaires comme moi, lorsque j'exerçais la médecine vétérinaire, qui s'occupent de toutes les espèces et vous avez des vétérinaires qui ne traitent qu'une seule espèce et qui se spécialisent dans cette espèce. Nous comptons sur leur expertise pour nous aider à élaborer ces directives et sur ce qu'est l'utilisation la meilleure et la plus prudente chez les espèces prises individuellement.

• (1645)

M. Len Webber: Tout cela est très intéressant.

Steven Leech, des Producteurs de poulet du Canada, je vous remercie et je remercie les 2 800 aviculteurs que vous représentez. J'adore le poulet. J'en mange au petit-déjeuner, au déjeuner, au dîner et même la nuit, aussi vous remercié-je des travaux que vous faites.

M. Steve Leech: Cela fait plaisir à entendre.

M. Don Davies: J'ai une motion de procédure, monsieur le président. Pouvons-nous glisser un bon mot pour le bacon?

Des voix: Oh, oh!

M. Len Webber: J'aime également le bacon, mais pas autant que le poulet.

Quoi qu'il en soit, j'éprouve une certaine curiosité à l'égard du consommateur qui va faire ses courses. Y a-t-il des exigences relatives aux étiquettes pour que les consommateurs puissent savoir ce qu'ils consomment et si tel poulet en particulier a pris des antibiotiques par le passé? Je sais que la question est un peu ridicule, mais s'il vous plaît...

M. Steve Leech: Pas du tout, il règne une grande confusion à l'égard des étiquettes de sorte que la question préoccupe les esprits. Il y a une étiquette d'inspection fédérale au sujet de l'administration d'antimicrobiens. Tout produit qui passe par une usine d'inspection fédérale peut utiliser la terminologie « élevé sans antibiotiques ». C'est ce qui est utilisé au Canada. Un consommateur qui voit cela dans un magasin de vente au détail sera confiant qu'aucun antibiotique n'a été administré durant l'élevage de ce produit depuis l'écloserie jusqu'à la taille d'abattage. C'est le terme qu'il y a lieu d'utiliser.

La question devient un peu plus obscure lorsqu'on descend au niveau provincial et à un niveau inférieur en ce qui concerne la terminologie employée, mais sans conteste, au niveau fédéral, la terminologie est parfaitement claire.

M. Len Webber: Quel pourcentage de poulets répondent à cette exigence relative à la consommation ou à l'utilisation d'antibiotiques?

M. Steve Leech: C'est une excellente question. Je vais parler de surveillance. La surveillance est l'un des secteurs clés sur lesquels nous devons poursuivre nos travaux afin d'avoir une meilleure idée du volume d'utilisation dans l'ensemble du secteur.

Certes, au cours des dernières années, la quantité de produits et de poulets « élevés sans antibiotiques » a augmenté. Mais surtout, j'ai parlé du fait que le fait d'avoir été « élevé sans antibiotiques » est durable pour toute l'industrie. Nous avons constaté que la demande de produits élevés sans antibiotiques revêt de l'importance pour les êtres humains, les catégories I à III, importance qui ne cesse de croître.

Certes, en tant qu'industrie, c'est à cela que nous voulons accorder de l'importance pour continuer d'avoir des outils dans notre boîte à outils et nous concentrer sur les antimicrobiens les plus importants.

M. Len Webber: Docteur McEwen, vous avez parlé d'une baisse de 50 % des antimicrobiens dans d'autres pays. Où en sommes-nous au Canada sur le plan du pourcentage de réduction des antimicrobiens? Avons-nous un pourcentage à peu près équivalent?

Dr Scott McEwen: Pour vous faire une idée, la version la plus récente du « Rapport de 2016 sur le Système canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens » indique qu'au Canada, les antimicrobiens importants sur le plan médical sont administrés aux animaux à hauteur de 160 milligrammes par kilogramme. Il s'agit de la moyenne à travers le pays. Le Royaume-Uni a récemment lancé un programme de réduction ciblé, dont l'objectif était d'atteindre 50 milligrammes par kilogramme. D'autres pays européens ont un pourcentage inférieur. Certains ont un pourcentage supérieur à celui-ci. Voilà qui vous donne une estimation approximative. Notre bilan est à peu près comparable à celui de certains pays d'Europe.

De nombreux pays du monde ne surveillent pas encore l'utilisation des antimicrobiens. Comme l'a fait observer M. Leech, et je partage entièrement son avis, nous avons besoin de mieux surveiller l'utilisation. L'OIE déploie de grands efforts pour que cette norme soit adoptée dans le monde entier.

Le président: Le temps est écoulé.

Nous allons passer à M. Ayoub.

M. Ramez Ayoub (Thérèse-De Blainville, Lib.): Je crois que le moment est venu d'avoir la version française de la question.

[Français]

Je remercie tout le monde.

Comme mes collègues, je trouve vos propos très intéressants. Vous êtes des sommités dans le domaine scientifique. Quant à moi, je suis un néophyte dans ce domaine. Mes questions seront plutôt des considérations philosophiques. Elles porteront aussi sur l'approche que vous adoptez.

Certains témoins ont parlé du fait que des médecins prescrivent trop de médicaments. Ces témoins ont donné l'exemple des otites chez les enfants. Les parents demandaient absolument une solution et l'antibiotique était le remède miracle.

Le même phénomène existe-t-il chez les éleveurs d'animaux ? Veulent-ils procéder plus rapidement et plus facilement, ce qui coûte peut-être plus cher, finalement? J'aimerais bien explorer l'aspect des coûts. Est-ce que le même phénomène est présent dans ce domaine?

Monsieur Landals, vous pouvez répondre à la question.

• (1650)

[Traduction]

Dr Duane Landals: Je vous remercie. Je suis désolé de ne pas pouvoir répondre à votre question en français.

M. Ramez Ayoub: Cela n'a pas d'importance. Vous pouvez le faire en anglais.

Dr Duane Landals: Personnellement, je n'aime pas l'expression « surprescription »; je pense néanmoins que ces produits sont bien souvent utilisés sans nécessité. La surprescription laisse presque entendre qu'il y a eu un effort intentionnel pour administrer davantage de médicaments que nécessaire à un animal. Je crois qu'il existe des situations où nous avons utilisé habituellement ou traditionnellement des antibiotiques parce que nous l'avons toujours fait. Il faudrait peut-être examiner cette situation et réduire cette consommation.

Encore une fois, pour ce qui est des affirmations concernant l'accélération de la croissance, il est possible d'utiliser ces produits pour la croissance, mais cette utilisation va diminuer et cela va entraîner une réduction importante de la croissance. Cela constitue probablement de la surprescription. Ces médicaments n'étaient pas prescrits; nous n'avons fait que les utiliser.

Je pense qu'il serait excellent de nous demander, à chaque fois que nous utilisons un antibiotique, si cela est vraiment justifié. Est-ce vraiment nécessaire? Pourrions-nous faire quelque chose pour qu'il ne soit pas nécessaire d'utiliser cette drogue? Je ne pense pas toutefois que nous nous trouvions dans une situation généralisée de surprescription.

[Français]

M. Ramez Ayoub: Je tiens à commenter votre réponse.

N'en sommes-nous pas rendus là parce que, auparavant, soit on ne s'en préoccupait pas, soit on produisait au moindre coût et le plus rapidement possible pour que le produit se retrouve sur la table des gens? Ce lien n'existe-t-il pas? Pourquoi maintenant, on ne peut pas faire abstraction du phénomène scientifique qui poursuit son escalade et auquel on doit réagir? En sommes-nous rendus là parce qu'il y avait une pression et de mauvaises habitudes de prescriptions ou d'usage? Tout à l'heure, on a parlé d'éducation. Est-ce que tout ce phénomène fait qu'on en est rendus là maintenant?

[Traduction]

J'invite Dr Landels, M. Leech ou Dr McEwen à répondre.

M. Steve Leech: Je pense qu'il existe une différence entre la surprescription des antibiotiques, et l'examen des facteurs de risque que nous connaissons, qui sont signalés par l'Organisation mondiale de la santé et l'OIE. Sachant que nous allons être confrontés à une situation d'urgence, que devons-nous faire? Comment fonctionner différemment tant du côté de la santé humaine que du côté agricole de la question?

Je crois que c'est la principale raison pour laquelle nous examinons cette situation. Nous savons qu'il y a un danger et nous voulons être sûrs, du côté de la production, que nous ne sommes pas un élément de cette situation.

Dr Scott McEwen: Je pourrais peut-être ajouter quelque chose.

Une partie de votre question porte sur la façon dont nous en sommes arrivés à la situation actuelle, dans laquelle l'utilisation de ces produits est très répandue. Cela s'explique en partie parce que les antibiotiques étaient des agents efficaces qui permettaient de contrôler, prévenir et traiter les maladies et qu'ils ont été largement adoptés en médecine vétérinaire, comme ils l'ont été pour la médecine humaine, en particulier avant que les problèmes de résistance des bactéries nous incitent à diminuer cette consommation.

L'autre facteur qui a très fortement joué dans le domaine de la médecine vétérinaire, qui diffère de la médecine humaine, est que leur utilisation généralisée pour favoriser la croissance a été une des principales raisons à l'origine de cette très forte consommation. Nous sommes passés ensuite à la prévention des maladies parce que l'on pensait que ces produits faisaient les deux.

Au début, il avait été démontré que ces produits ajoutaient environ 10 % au taux de croissance et à l'efficacité des aliments. Ce pourcentage a beaucoup diminué — il est presque passé à 1 % maintenant — et ces produits étaient relativement peu coûteux; c'était donc des moyens efficaces et peu coûteux d'améliorer la production. Je crois que ce sont là les principaux facteurs qui expliquent la situation actuelle.

[Français]

M. Ramez Ayoub: Je ne sais pas si vous aurez le temps de répondre à ma dernière question, mais elle concerne l'influence de l'industrie des antibiotiques. Nous n'en avons pas parlé. Je n'ai pas entendu cela, mais il y a certainement une influence. Cette influence existe dans le cas des antibiotiques destinés aux humains, donc j'imagine qu'elle existe aussi dans le secteur de l'agriculture.

Les antibiotiques, c'est une industrie; on vend des médicaments. Quelle influence ou quelle pression en découle-t-il? Je n'ai rien entendu là-dessus. Je ne sais pas si vous avez quelque chose à dire à ce sujet.

• (1655)

[Traduction]

Dr Scott McEwen: Il me paraît bon de dire que, si le secteur pharmaceutique n'existait pas, nous n'aurions pas d'antibiotiques. Cet aspect est une partie essentielle de cette question. Nous devons avoir accès aux antibiotiques parce qu'ils sont utiles. Cela dit, je pense que l'industrie pharmaceutique et d'autres acteurs sont directement intéressés à faire la promotion de ces produits. Cet aspect contrarie souvent les efforts déployés pour en limiter l'emploi.

Un aspect délicat de la gestion de cette situation est qu'il faut arriver à un équilibre approprié. Cela vise l'industrie, la profession vétérinaire ainsi que le secteur agricole.

Le président: Le temps de parole est écoulé.

Nous passons maintenant à M. Van Kesteren.

M. Dave Van Kesteren (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Merci, monsieur le président.

M. Ayoub a soulevé l'aspect essentiel de cette question.

Je crois que nous avons oublié, à cause de toutes les autres questions qui ont été posées, que tout cela a commencé comme un moyen d'accélérer la croissance ou de la renforcer. Si j'ai bien compris, vous dites maintenant que cela n'est plus nécessaire. On a trouvé de nouvelles méthodes qui...

Avant que vous répondiez à cette question, je dois vous en poser une autre. Les antibiotiques touchent-ils la population humaine? Sommes-nous de plus en plus résistants aux mêmes antibiotiques? Est-ce là un problème pour nous?

Dr Scott McEwen: Pour répondre brièvement à votre première remarque concernant la diminution de l'effet positif sur la croissance et l'efficacité des aliments des promoteurs de la croissance, il est à peu près établi à l'heure actuelle que cet avantage qui était au départ de 5 à 10 % est maintenant passé à 2 %.

Nous ne savons pas vraiment pourquoi ce pourcentage a diminué. Nous pensons que cela s'explique en partie parce que nous avons amélioré nos systèmes de production. Nous gérons mieux les animaux. Nous avons renforcé la biosécurité. Nous avons amélioré nos systèmes de prévention de la transmission des maladies parmi les populations animales. Nous avons des aliments de meilleure qualité et de meilleurs régimes. Il est possible que tous ces facteurs, en plus de l'apparition de la résistance, aient réduit l'efficacité de ces promoteurs de croissance.

La deuxième question — que j'ai presque oubliée après tout ce que je viens de dire — portait sur l'augmentation de la résistance à des bactéries chez les êtres humains. Ce sont les bactéries qui deviennent résistantes; les bactéries que l'on trouve dans le corps humain, dans les animaux et dans l'environnement.

M. Dave Van Kesteren: Ma question suivante porte sur la nécessité du recours aux antibiotiques pour les animaux. Est-ce que parce que nous avons adopté l'élevage industriel, confiné les animaux, est-ce la façon dont nous préparons le bétail à la vente ou que nous préparons les poulets? Est-ce bien là le problème? Avions-nous auparavant davantage d'espace pour la croissance, par exemple? Est-ce que nous n'obtenions pas une croissance rapide? Est-ce bien là la raison pour laquelle nous utilisons ces antibiotiques?

Dr Duane Landals: En partie, sans doute. Nous utilisons les antibiotiques parce que les animaux tombent malades. Dans le cas de l'élevage extensif, où le bétail reste dans les prés, les bêtes tombent malades, elles ont besoin d'antibiotiques, mais la consommation n'est pas comparable parce qu'il s'agit d'un seul animal. L'élevage est intensif lorsqu'on regroupe un grand nombre d'animaux. Par conséquent, on a tendance à traiter tous les animaux de la même façon, ce qui augmente la consommation. Je ne pense pas qu'il soit juste de s'en prendre uniquement aux pratiques agricoles modernes.

M. Dave Van Kesteren: Nous faisons mieux les choses. Nous nettoyons mieux nos étables et nous les désinfectons mieux, mais il demeure que tous ces animaux vivent dans des espaces confinés.

Je n'ai pas beaucoup de temps alors j'aimerais poser une autre question.

Il y a quelqu'un qui l'a mentionné et cela me fait penser que mon beau-père travaillait dans le secteur laitier et qu'il faisait le comptage des bactéries. Ses résultats étaient toujours faibles et il disait à chaque fois: « Tu sais, mon voisin utilise des techniques d'élevage dégoûtantes et ses résultats sont toujours élevés, mais en fait, cela n'a aucune importance. » On avait recours, bien entendu, à la pasteurisation pour corriger ce problème.

Est-ce bien là une partie du problème, à savoir que tous les agriculteurs ne sont peut-être pas aussi soigneux lorsqu'il s'agit de nettoyer leurs installations?

La deuxième partie de ma question est que, si l'on peut avoir recours à la pasteurisation, ne pourrions-nous pas irradier la viande, ce qui réglerait également ce problème, la crainte de la salmonelle? Je ne dis pas que c'est une bonne idée, mais si nous le faisons pour le lait, pourquoi ne pas le faire pour la viande?

• (1700)

Dr Duane Landals: Eh bien, je crois que c'est vrai en partie. Votre question comporte deux parties, le comptage de cellules somatiques ou celui des cellules dans le lait pourrait venir de... Les infections peuvent avoir d'autres origines. Elles peuvent être causées par un traumatisme, par des trayeuses de lait en mauvais état et par plusieurs autres indicateurs. Bien sûr, les éleveurs laitiers examinent cet aspect parce que, si le compte est trop élevé, le lait ne peut être transformé en fromage, notamment, et il est rejeté. Il y a un seuil à partir duquel le comptage de cellules peut entraîner le blocage de la production de lait.

C'est un bon exemple d'un aspect qu'il est possible de surveiller. Cela n'a pas toujours un rapport avec l'utilisation d'antimicrobiens, mais si vous avez une mastite dans un troupeau laitier, alors le nombre des vaches tarées augmente, ce qui augmente également l'utilisation de ces produits dans le troupeau.

Il existe des façons de réduire le recours aux antibiotiques grâce à des techniques de gestion, cela est certain.

M. Dave Van Kesteren: Ma question portait sur la pasteurisation et l'irradiation de la viande... Voulez-vous répondre Steve?

M. Steve Leech: Cette question comporte deux parties. Pour ce qui est de l'irradiation, cela n'est pas autorisé au Canada. Santé Canada n'a pas approuvé ce processus pour les produits de la viande, de sorte qu'il y a un obstacle réglementaire.

De plus, pour ce qui est de l'usage des antibiotiques par le voisin, il faut dire que les antibiotiques servent à prévenir et à contrôler les maladies. L'apparition d'une maladie a plusieurs causes et il y a de nombreuses raisons pour lesquelles elles touchent une population — un troupeau de volailles dans notre cas. La maladie peut frapper les poulets. Ce n'est pas toujours la gestion. Elle peut être introduite par les différents produits qui sont livrés à la ferme, etc. Toutes ces raisons sont différentes et nous constatons des différences entre les régions et entre les provinces. Chaque cas doit être traité différemment. Cela fait partie du problème, pour l'avenir.

Le président: Le temps est écoulé. Merci.

Monsieur Ellis.

M. Neil Ellis (Baie de Quinte, Lib.): Merci d'être venus aujourd'hui.

Scott, je voulais parler de quelque chose que vous avez mentionné dans votre exposé de 10 minutes. Vous avez dit que des signaux d'alarme s'étaient déclenchés dans les années 1960. Je ne me souviens pas de ce qui se passait au cours des années 1960, à cause de mon âge, et 50 ans se sont écoulés depuis. Lorsque cela s'est

produit au cours des années 1960, n'a-t-on pas pris des mesures de prévention... ou est-ce que les organisations...?

Ma question va comporter deux parties. Je vous félicite pour la brochure que vous nous avez remise au sujet des éleveurs de poulet, mais les mesures que vous avez prises commencent en 2014. Qu'est-ce qui s'est passé pendant ces 50 ans? Est-ce que tout cela vient de se produire au cours des cinq ou 10 dernières années? C'est la panique à l'heure actuelle.

Dr Scott McEwen: Je suis fou d'histoire; l'histoire de la résistance aux antibiotiques et de son contrôle du côté des animaux est particulièrement fascinante. C'est probablement un sujet dont on pourrait faire un livre plus tard. Il s'agit d'une situation où il y a eu des crises périodiques qui ont attiré l'attention de la population, qui ont torturé les imaginations, figuré dans les médias, entraîné des évaluations et des prix, des enquêtes scientifiques, et la mise sur pied de comités d'experts. Certaines de ces actions ont débouché sur des recommandations qui ont été adoptées et d'autres qui ne l'ont pas été.

Je vais vous donner deux exemples. Au Royaume-Uni, il y a eu la crise de la salmonelle résistant aux antibiotiques chez les veaux. Cela a causé beaucoup de problèmes aux animaux et aux personnes et a entraîné la création de la commission Swann. Les livres d'histoire permettent aux étudiants de suivre cette question. La commission Swann a recommandé d'effectuer une séparation nette entre les antibiotiques utilisés à des fins de production, de promotion de la croissance, et ceux qui sont utilisés à des fins thérapeutiques chez les animaux et les personnes. En Europe, cette mesure a été adoptée. Il y avait des suppléments alimentaires qui contenaient des antibiotiques pour faciliter la croissance, et d'autres antibiotiques qui étaient utilisés à des fins thérapeutiques pour les animaux et les personnes. Cela n'a pas été fait en Amérique du Nord, ni dans d'autres régions du monde.

Il y a une deuxième leçon que nous donne l'histoire, la voici. Au cours des années 1970, la Food and Drug Administration des États-Unis a admis que la surconsommation d'antibiotiques dans les aliments était un problème de santé publique, de sorte que cette organisation a supprimé l'approbation de drogues comme la pénicilline et la tétracycline dans les aliments pour bestiaux. Elle s'est adressée au Congrès des États-Unis, mais il s'est fait beaucoup de lobbying contre cette mesure qui nuisait à d'autres intérêts. On a dit que cette organisation ne pouvait supprimer ces approbations si elle n'apportait pas des preuves plus solides — de meilleures preuves scientifiques démontrant que cela se produisait effectivement. Elle a essayé d'obtenir ces preuves, avec l'aide de la National Academy of Sciences, et elle a présenté d'excellentes études démontrant que cela se produisait, mais la question de la résistance aux antibiotiques est complexe et ces preuves n'étaient pas aussi solides qu'elles pourraient l'être pour d'autres problèmes de santé, de sorte qu'il n'a pas été possible de mettre en oeuvre cette recommandation.

C'est ce qui s'est produit tout au cours de cette histoire. La résistance antimicrobienne est une question complexe et le nombre des parties qui jouent un rôle dans cette situation ont empêché d'adopter une approche coordonnée à ce problème. C'est un peu où nous en sommes aujourd'hui.

• (1705)

M. Neil Ellis: Monsieur Leech, en 2014, est-ce que cela a été imposé ou est-ce que votre organisation a dit: « Participons à tout cela, prenons des mesures et arrêtons de faire un certain nombre de choses d'ici 2020? »

M. Steve Leech: C'est notre organisation qui l'a décidé. Nous avons obligé nos producteurs à participer au programme de la salubrité des aliments à la ferme. La date de mise en oeuvre était mai 2014, mais d'après les livres d'histoire, nous constatons que ce programme n'a pas été appliqué de façon uniforme dans l'ensemble de cette industrie. Il y avait des secteurs qui utilisaient les antibiotiques de catégorie I. Nous avons une période de transition d'un an, comme nous le faisons aujourd'hui, et pendant cette période, nous avons constaté que les producteurs utilisaient moins les antibiotiques et adoptaient des pratiques différentes.

C'est l'industrie qui l'a fait. Je pense que c'est quelque chose dont nous pouvons être fiers, pour l'Amérique du Nord et même pour l'Europe; nous avons réussi à nous servir de rapports de surveillance pour prendre ces décisions au nom de l'industrie.

M. Neil Ellis: Quant aux sources, je reviendrai à l'éducation et j'aimerais savoir si vous avez fait un suivi auprès des universités. Bien évidemment, la formation que donnent les écoles vétérinaires évolue. Je regarde votre âge — et je le dis avec respect — et je pense que, lorsque vous avez étudié dans les facultés de médecine vétérinaires, cela n'était pas un problème à cette époque. Nos universités sont-elles sensibles à cet aspect, un facteur canadien? Acceptent-elles toutes les données qui sont publiées? Ce programme a-t-il évolué?

Voilà en fait ce que je veux dire. Je me demande si les vétérinaires sont tenus de participer à des sessions de mise à jour professionnelle, même s'ils sont dispersés dans l'ensemble du Canada? Comment faisons-nous pour que les vétérinaires connaissent la situation? Est-ce le collège qui s'en occupe? Comment apprendre à un vieux singe à faire la grimace?

Dr Duane Landals: Vous avez posé plusieurs questions. Je vais essayer d'y répondre.

Qu'est-ce qui a changé depuis que nous avons reçu notre formation? Oui, la pénicilline avait été inventée lorsque j'étais étudiant, de sorte que je connaissais ce médicament — je fais également des blagues au sujet de mon âge — mais je crois que nous avons beaucoup appris depuis au sujet des antibiotiques et de l'utilisation des antimicrobiens. Nous avons appris à traiter nos patients et à prendre des mesures appropriées pour les animaux dont nous nous occupons. La différence en matière d'éducation qui existe à l'heure actuelle est que nous savons, les collectivités savent, les étudiants en médecine vétérinaire savent que, lorsqu'ils soignent un animal, leurs décisions se répercutent sur la santé humaine ou celle de l'environnement. Le prolongement de cette logique est « l'équilibre » dont j'ai parlé dans mon exposé. Je pense que cela est maintenant enseigné dans les facultés. Je crois que cela est maintenant connu.

Quant aux vétérinaires qui pratiquent déjà leur profession et qui ne fréquentent plus une faculté, il faut dire que toutes les provinces ont rendu obligatoire la formation professionnelle. Certaines provinces ont rendu obligatoires les cours sur la résistance antimicrobienne et l'utilisation des antimicrobiens. Tous les organismes de réglementation s'occupent de fournir cette éducation permanente à leurs membres.

M. Neil Ellis: Pour ce qui est de l'approvisionnement en eau...

Le président: Je suis désolé, monsieur Ellis, votre temps de parole est écoulé.

Nous passons maintenant à M. Davies.

M. Don Davies: Merci.

Je crois savoir que l'OMS a publié cette semaine de nouvelles lignes directrices au sujet de l'utilisation des antimicrobiens médicalement importants pour les animaux producteurs d'aliments. Si j'ai bien compris, cet organisme recommande que les agriculteurs du secteur alimentaire réduisent l'utilisation automatique des antibiotiques, ou cessent de le faire, lorsque le but est de promouvoir la croissance et d'empêcher les maladies chez des animaux sains. Dans quelle mesure les pratiques canadiennes actuelles sont conformes à ces lignes directrices de l'OMS?

Dr Scott McEwen: Je vais commencer et les autres pourront ensuite intervenir.

J'étais membre du comité qui a élaboré ces lignes directrices, de sorte que je les connais très bien. Je peux vous dire que, lorsque M. Leech a présenté son exposé et qu'il a mentionné les mesures qu'avait prises le secteur de la volaille, je cochais mentalement toutes ces cases. Ce secteur a en fait mis en oeuvre la plupart — et peut-être toutes, si nous allons dans les détails — de ces recommandations.

Je soupçonne que ce n'est pas ce qui s'est passé pour les autres types d'élevage. Nous n'avons pas encore complètement cessé d'utiliser les promoteurs de croissance et une des principales recommandations contenues dans les lignes directrices de l'OMS est de le faire. Mais il y a des progrès.

• (1710)

M. Don Davies: Proposez-vous de mettre un terme à l'utilisation des promoteurs de croissance au Canada?

Dr Scott McEwen: Je suis obligé de souscrire à cette affirmation. Pour Santé Canada, d'ici décembre 2018, environ, on cessera d'utiliser les antibiotiques sans ordonnance au Canada. Les promoteurs de la croissance représentent la plus grande partie de cette utilisation. Il y aura des conditions pour les prescriptions vétérinaires.

M. Robert McNabb: Une précision; ce sont les antibiotiques qui sont associés à la promotion de la croissance qui seront supprimés. Il y a d'autres produits de croissance qui sont encore légaux et qui ne font pas partie de cette discussion.

M. Don Davies: Parce que ce ne sont pas des antibiotiques?

M. Robert McNabb: Ils ne font pas partie des catégories I, II ou III; ils font partie de la catégorie IV. Prenez les ionophores en particulier; il n'y a pas d'équivalent dans la médecine humaine et ce sont des produits qui favorisent la croissance. Ils ont également d'autres fonctions thérapeutiques.

L'industrie pharmaceutique a déjà réagi et a supprimé volontairement les affirmations relatives à la croissance qui figuraient sur ses étiquettes. Cela sera obligatoire à partir de décembre 2018, si je ne m'abuse.

M. Don Davies: Et l'autre côté de la question, l'utilisation prophylactique des antibiotiques sur des animaux sains? Laissons de côté la croissance, qu'en est-il dans ce domaine?

Dr Scott McEwen: Nous avons entendu parler un peu de cet aspect dans le secteur des volailles. À mon avis, c'est un grave problème qu'il faudra régler bientôt. Il convient de souligner que les lignes directrices de l'OMS accordent une grande importance à la classification des médicaments dans ces diverses catégories. Les restrictions augmentent avec le niveau de la catégorie à laquelle appartient un produit donné.

Encore une fois, M. Leech a déclaré dans son exposé préliminaire que le secteur des volailles n'utilisait plus de façon prophylactique les antibiotiques de catégorie I. C'est une mesure importante, mais nous utilisons encore beaucoup au Canada, dans un but prophylactique, de nombreux antibiotiques médicalement importants que nous utilisons sur des animaux sains. C'est un secteur important dans lequel il faudrait progresser.

Le président: Merci, monsieur Davies. Votre temps de parole est écoulé.

Voilà qui termine les témoignages d'aujourd'hui.

Je remercie nos invités au nom de tous les membres du Comité. Vous avez apporté une autre dimension à notre étude et vous nous avez amené à réfléchir à beaucoup de choses, j'en suis certain. Je vous remercie d'avoir pris le temps de venir et de nous communiquer votre expertise et vos connaissances.

Chers collègues, nous allons nous occuper des travaux du Comité.

Premièrement, nous nous sommes entendus sur notre lettre relative au projet de loi C-45. Le Comité souhaite-t-il la rendre publique?

Y a-t-il des commentaires?

Monsieur Davies.

• (1715)

M. Don Davies: Merci, monsieur le président.

J'ai toujours pensé qu'elle le serait. C'était une audience publique, télévisée. La lettre a été écrite avec soin, elle contient des recommandations, et c'est pourquoi je pense qu'elle devrait être rendu publique.

Le président: S'il n'y a pas d'opposition, nous allons le faire.

Monsieur Van Kesteren.

M. Dave Van Kesteren: Le Parti conservateur n'a pas voté en faveur de la lettre, de sorte que je me demande si l'on ne pourrait pas ajouter une mention disant qu'elle n'a pas l'appui général de tous les membres du Comité.

Le président: Comment peut-on faire cela?

Le greffier a présenté de bons arguments. Cela a été fait à huis clos, de sorte que nous ne pouvons pas dire qui a voté en faveur de cette lettre ou contre; elle a toutefois été adoptée par le Comité. Je pense que le Parti conservateur est tout à fait libre d'ajouter un commentaire s'il le souhaite.

M. Dave Van Kesteren: Très bien.

Le président: Monsieur Davies.

M. Don Davies: Je me demande, qu'il s'agisse de modifier la lettre ou de préparer une brève lettre de présentation destinée au ministre, s'il ne serait pas possible de mentionner que la lettre a été approuvée par la majorité des membres du Comité de la santé. Cela préserverait l'anonymat de la séance à huis clos.

Le président: Oui. Ceux qui ont voté, qui ont appuyé ou qui n'ont pas appuyé la lettre ne seraient pas mentionnés. Cela vous convient-il?

M. Dave Van Kesteren: C'est un compromis équitable. Pour des raisons évidentes, dans le cas où certains partis nous demanderaient « Qu'avez-vous fait avec cette lettre? », nous pourrions leur répondre « Eh bien, elle ne représente pas la majorité. »

Le président: Très bien, si cela vous convient. Nous tenons à satisfaire tout le monde et nous le ferons donc.

Je vous remercie. Voilà qui est réglé.

J'ai une expression d'intérêt de la part de membres de tous les partis au sujet d'une brève étude, d'un bref examen du guide alimentaire canadien. Certains changements ont été proposés. Y a-t-il un consensus au sujet d'une brève étude du guide alimentaire canadien? Je propose les 7 et 12 décembre. Cela convient-il à tout le monde? Très bien. Nous allons l'ajouter à notre calendrier.

La date limite pour les témoins est le 22 novembre, de sorte que, si vous voulez convoquer des témoins, je vous demande de fournir une liste.

M. Don Davies: Monsieur la président, veuillez excuser mon ignorance. Cela concerne-t-il les changements proposés au guide alimentaire? Ils n'ont pas été publiés encore.

Le président: Il s'agit des changements proposés. On me pose des questions à ce sujet, et je crois que c'est le cas de tout le monde; on me demande ce qui existe actuellement et ce qui est prévu, parce qu'il s'agit de changements importants. Le guide alimentaire canadien est le document qui est le plus demandé auprès du gouvernement du Canada. Les modifications vont susciter énormément d'intérêt et nous devrions avoir une idée des orientations qui ont été choisies.

M. Don Davies: Avez-vous l'intention de limiter cette discussion à ces deux jours ou de commencer avec ces deux jours pour voir ensuite ce qui arrive?

Le président: Nous allons manquer de temps. Le greffier a fait remarquer, à juste titre, que, si nous y consacrons les 7 et 12 décembre, il y a la réception de Noël le 13 décembre et bien souvent, les gens ne veulent pas assister à une séance de comité le 14 décembre ou alors, ils sont déjà rentrés chez eux.

M. Don Davies: Cela me convient parfaitement.

Le président: Nous pouvons commencer par tenir deux séances sur ce sujet, et si nous en voulons davantage, nous pourrions le faire à notre retour.

Il faut établir une liste des priorités pour ce qui est des témoins, de sorte que, si vous préférez effectuer une brève étude, nous essaierons de les convoquer.

Nous ne savons pas encore exactement le jour auquel le ministre va nous présenter le budget supplémentaire des dépenses, de sorte que nous sommes un peu dans l'incertitude. Nous pensons que cela se fera le 5 décembre, mais nous n'en sommes pas certains.

Il nous a été signalé que le rapport du vérificateur général au sujet des services de santé buccaux et dentaires pour les Premières Nations sera publié, nous le pensons, le 21 novembre. Nous avons la possibilité de tenir une séance le 28 novembre. Voulons-nous inviter le vérificateur général à venir nous parler de la santé dentaire et buccale? Cela vous convient-il? Nous n'avons en vérité rien fait au sujet de la santé autochtone et ce serait un bon début. Très bien, nous le ferons.

• (1720)

M. Dave Van Kesteren: De quelles dates s'agissait-il, monsieur le président?

Le président: C'était le 28 novembre. La réunion suivante, le 21, sera également consacrée à la résistance antimicrobienne et ensuite, le 23, nous allons préparer les instructions pour la rédaction du rapport.

Ensuite, la séance suivante est celle du 5. Nous espérons que le ministre viendra le 5 et nous examinerons le guide alimentaire le 7 et le 12.

Le 30 est libre pour le moment. Nous allons laisser les choses
comme cela. Cela convient-il à tout le monde?

Le président: La séance est levée.

Des voix: Oui.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>